



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

2€

« Je leur ferai voir un monde sans vous, un monde sans loi ni contrôle, sans limites ni frontières, un monde où tout est possible. »

Néo



CONTRE LES PATRONS, LES FLICS, LES FASCISTES

**Qu'attendons-nous
pour passer enfin
à l'offensive ?**





Bonne rentrée à tous! Reprise du travail, retour à l'exploitation, enfin pour ceux et celles qui ont pu profiter de congés estivaux... Une rentrée qui commence mal et qui augure du pire: notre Premier ministre, notre chef du gouvernement, qui dessine de nouveaux sourires sur le visage des patrons! Mauvaise nouvelle pour nos droits sociaux. La rentrée s'annonce donc chargée pour ceux qui abhorrent l'injustice sociale. Lutte pour les camps de Roms dans le 92, occupation de la ZAD, luttes syndicales à la SNCF pour la défense de camarades menacés de licenciement ou de mesures disciplinaires suite au dernier mouvement de grève, bataille contre l'ouverture dominicale des commerces, résistance contre les expulsions de sans-papiers. Et la liste est loin d'être exhaustive. Le moment est à la lutte. Plus que jamais, il est temps que les anarchistes fassent front commun contre le capitalisme et l'État. Seuls, nous ne pourrions rien. C'est seulement ensemble et organisés, sur la base de revendications claires, résolument libertaires, que nous arracherons aux pouvoirs notre émancipation. Le Monde libertaire, journal de la Fédération anarchiste depuis 1954, s'efforcera pour sa soixantième année éditoriale de faire ce qu'il a toujours fait: diffuser les idées anarchistes, informer sur les actions et susciter le débat. Un outil au service du mouvement social, un support, parmi d'autres, des passions créatrices du prolétariat en révolution.

Actualité

L'heure est à l'autodéfense sociale, par G. Goutte, page 3

Trafic de drones israéliens, par P. Arnaud, page 4

Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6

International

Encore la guerre, par P. Sommermeyer, page 10

Débordements à Gaza, par P. Arnaud, page 8

Arguments

Contre l'incurie des pouvoirs politiques, par Justhom, page 10

Nourrir l'humanité, J.-P. Tertrais, page 12

Histoire

Jean-Jaurès et la guerre, par R. Berthier, page 16

À lire

Une tempête féministe, par M. Joffrin, page 19

Le mouvement

Pour une fédération anarchiste de la Caraïbe, page 21

Illustrations

Kalem, Krokaga, Lardon, Nemo

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €

6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €

1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

L'heure est à l'autodéfense sociale

BEAUCOUP S'ACCORDENT À DIRE que, cette année en France, on n'a pas eu d'été. En cause une météo capricieuse qui n'a pas voulu faire le jeu des vacances – et, avec elles, de l'industrie touristique. Du coup, la traditionnelle gueule de bois de septembre est plus facile à supporter. Et, pourtant, le cocktail que nous ont préparé gouvernement et patronat pendant ces deux mois estivaux est plutôt du genre costaud, de ceux qui vous envoient au tapis dès le premier shot ingurgité. On n'avait jamais vu ça de mémoire d'homme (du moins pour ceux de mon espèce, celle apparue à la fin des années 1980)... Même l'UMP au pouvoir n'était pas allée aussi loin dans le cynisme et la servilité propatronale. C'est dire.

En termes de déclaration, la perle revient sans doute au ministre du Travail, l'ex-membre de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) François Rebsamen. Celui qui est aussi ministre du Dialogue social a la langue bien pendue quand il s'agit de parler des chômeurs. Surtout quand les statistiques donnent le gouvernement perdant dans le grand jeu du « Qui qui fera baisser la courbe ? » ! Ainsi, le 2 septembre dernier, notre ancien trotskiste a exposé, à l'antenne d'i< télé, sa stratégie d'enfer pour remporter la partie. De quoi s'agit-il ? Rien de plus que de la bonne vieille matraque, certes ici symbolique : « Je demande à Pôle emploi de renforcer les contrôles pour être sûr que les gens cherchent bien un emploi », a-t-il donc déclaré, impassible. Évidemment, pareille déclaration a provoqué un tollé au sein d'une majorité socialiste certes encline à louer les bienfaits de l'ultralibéralisme version 11 janvier 2013 (rappelez-vous donc l'Accord national interprofessionnel, bien pire que le pacte de responsabilités), mais indignée quand il s'agit de renier aussi manifestement le socialisme fondateur (et ce, bien que ledit socialisme soit enterré depuis longtemps). Question de méthode, en somme. Et, aux yeux de la plupart des députés socialistes, notre ancien rouge-gorge a juste eu le tort de mal exprimer tout haut ce qu'ils pensent tous tout bas. La subtilité, petit François, c'est la règle d'or des hypocrites.

Au-delà de la déclaration en tant que telle – stigmatisante et cynique –, l'événement est révélateur de l'impasse dans laquelle se trouve la social-démocratie. Celle-ci a beau se parer d'une nouvelle perruque – *made in* Barcelone cette fois-ci – et se faire appeler « social-libéralisme », elle n'en reste pas moins incapable de résoudre le problème social ; pire, elle l'aggrave. Faire à nouveau appel à la coercition pour lutter contre le

SMIC, 35 HEURES, JOURS FÉRIÉS... LES PROPOSITIONS DE PIERRE GATTAZ



chômage, voilà un pitoyable aveu d'échec cuisant. Pourtant, le gouvernement sait bien où ça cloche dans l'immédiat (en dehors de la vacuité même de son modèle sociétal) : chez les patrons. Parce que le pacte de responsabilités de 2014, qui venait s'ajouter au Cice de 2012 et à l'ANI de 2013 (vous suivez la logique ?), était censé apporter moult promesses d'embauches. Des promesses non tenues, à l'évidence.

Qu'attend donc le gouvernement pour réclamer aux patrons ce qu'ils lui avaient tant promis ? Rien. Mieux, il continue à abonder dans le sens des menteurs, poursuivant sans sourciller la mascarade commencée dès l'arrivée au pouvoir présidentiel en 2012. Ainsi, le Premier ministre, Manuel Valls, s'est-il offert une petite ovation patronale le 27 août, lors de l'université d'été du Medef, dans les Yvelines. C'est que son discours, tout de lèche, a séduit les cols blancs à Rolex (ceci est à peine une caricature), à tel point que Pierre Gattaz, le boss des boss, a salué « un discours de lucidité, de pragmatisme, de clairvoyance, de courage ». Fort de ce soutien gouvernemental sans faille, l'organisation des puissants de ce monde a pu exposer sans crainte ses propositions de réformes libérales (c'est devenu un pléonasme), lesquelles consisteraient à supprimer des jours fériés (au moins deux) et à instaurer la possibilité pour les entreprises de verser des salaires inférieurs au Smic. À celles-ci s'ajoutent aussi, bien sûr, l'exigence

d'une remontée des seuils sociaux et une remise en cause de la loi sur les trente-cinq heures ; pardi ! Provocation ? Le Medef le reconnaît lui-même lorsque, placide, il prévient que lesdites propositions « peuvent apparaître certainement agressives ou caricaturales à certains ».

Pour le reste, les questions demeurent les mêmes depuis des mois. Que font les grandes centrales syndicales ? Pourquoi se contentent-elles de s'indigner à demi-mot ? Même les inutiles journées d'action ne sont plus, pour l'heure, à l'ordre du jour. A-t-on touché le fond de la compromission ? Ou bien sont-elles à ce point perdues face à des bases qui, malgré tout, branlent dans le manche ? Quoi qu'il en soit, nous récoltons aujourd'hui les fruits bien mûrs de l'intégration des grandes centrales syndicales à l'appareil étatique ; et les conséquences pourraient être lourdes pour les travailleurs, l'enjeu du patronat étant ni plus ni moins la destruction du Code du travail. « Notre modèle social a fait son temps », disait récemment Pierre Gattaz dans les colonnes du *Parisien*. En ce qui nous concerne, nous autres anarchistes, nous continuerons à le défendre, tout en portant l'urgente nécessité de son dépassement dans la lutte anticapitaliste et anti-étatiste.

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Seguí de la FA
Syndicat CGT des correcteurs

De Gaza à Mérignac

Trafic de **drones** israéliens



Israël à la pointe du drone

Tester de nouvelles armes a, dit-on, toujours été l'une des caractéristiques de la politique palestinienne menée par Israël. Aujourd'hui, l'actualité locale girondine nous amène à creuser cette question.

Du 9 au 11 septembre 2014 se tenait à Mérignac, sur la base militaire BA 106, le III^e UAV Show Europe. UAV, c'est pour dire «véhicule aérien sans homme ou déshumanisé». Ce salon des drones se fait en zone militaire, ce qui illustre bien la consanguinité originelle entre les drones civils vantés par les politiques locaux et les drones militaires, entre la haute technologie civile et la haute technologie militaire. Ces technologies ont été testées par les armées sur le terrain, testées sur le vivant peut-on même dire.

En effet, alors que plus de 2 000 Palestiniens ont été tués dans la bande de Gaza cet été 2014, c'est la société israélienne IAI (Industries aérospatiales israéliennes) qui sera présente à ce salon des drones.

Palestine : le laboratoire

Il faut se référer au film israélien *The Lab* pour voir comment ces technologies sont testées sur les Palestiniens. *The Lab* est un film qui a suscité la polémique en Israël. En effet, dans ce film, le réalisateur Yotam Feldman nous explique que l'axe militaro-industriel israélien a tout intérêt à ce que les choses s'enveniment sur le territoire voisin. De son propre aveu : «Je pense que le principal produit que vendent les Israéliens, en particulier au cours de la dernière décennie, c'est l'expérience... Le fait que les produits ont été testés : c'est la chose essentielle que les clients viennent acheter. Ils veulent le mis-

sile qui a été tiré dans la dernière opération à Gaza, ou le fusil utilisé lors du dernier raid en Cisjordanie.»

Un acteur clé du complexe militaro-industriel dit que les tests opérationnels effectués à Gaza sur le BMS d'Elbit lui ont permis d'augmenter son prix de vente lors de la signature d'un contrat avec l'Australie un an plus tard...

Un vendeur de chez IAI dit que les assassinats et autres opérations à Gaza provoquent une croissance des ventes de l'entreprise de plusieurs dizaines de pour cent.

En juillet et août, on tue à Gaza, en septembre, retour sur investissement. On vend à Mérignac aux clients rassurés par cette efficacité, «garantie sur le vivant», «technologie testée sur les Palestiniens», «nous vous avons montré comment les utiliser, à vous d'agir!».

Ce cynisme est inacceptable, nous ne pouvons nous taire et nous faire complices de ce marché de l'horreur.

D'après *Bloomberg Business Week*, le massacre de Palestiniens à Gaza a permis aux actions de Elbit d'atteindre leur niveau le plus élevé depuis 2010. C'est justement des drones Elbit que l'armée suisse veut acheter.

Les élus locaux mettent en avant l'utilisation civile des drones, mais ils n'existeraient pas si les armées n'en avaient pas eu besoin, ne les avaient pas testés. Ce marché est à 90 % militaire et à seulement 10 % civil.

Le drone est l'arme du lâche!

Dans son livre *Théorie du drone*, Grégoire Chamailou nous parle de la tentative d'éradiquer toute réciprocité. Lorsque les drones, conçus pour des interventions en terrain hos-

tile, deviennent machine de guerre, c'est l'ennemi qui est traité comme du matériau dangereux à éliminer de loin, depuis la zone sécurisée. On passe de la logique de la guerre à celle de la chasse, de la chasse à l'homme. Le drone est aussi l'arme du lâche : celle de ceux qui ne s'exposent jamais. Ainsi, en envoyant ses roquettes jusqu'à Haïfa au nord d'Israël, les Palestiniens n'ont pas «joué le jeu» qui leur est imposé.

Les premiers drones israéliens ont été dévoilés au salon du Bourget en 1979, suite aux importantes pertes israéliennes de la guerre du Kippour. Ces drones font leur baptême du feu lors de la guerre du Liban en juin 1982. Ils sont conçus par IAI, sont appelés Scouts et ne sont utilisés dans ce premier temps que pour la reconnaissance aérienne photographique.

Les marchands vantent les avantages économiques : le coût humain (la formation évitée, le risque de capture écartée, etc.), les morts ne sont que du côté de l'agressé pas de l'agresseur détenteur des drones.

Ce sont des drones qui ont précédé l'opération israélienne Bordure protectrice en tuant, le lundi 7 juillet au matin, cinq Palestiniens, dont trois combattants, et en blessant deux civils.

Lun des plus puissants marchands d'armes au monde

Israël est le cinquième vendeur d'armes du monde, représentant 7 % du marché mondial, avec 7,5 milliards de dollars d'exportations en 2012, soit le double d'il y a dix ans. Israël devance même les États-Unis dans les ventes

Philippe Arnaud

Cercle libertaire Jean-Barrué de la FA
Coordination BDS 33

mondiales des drones et apparaît en pointe en Inde et dans les pays d'Amérique latine. Ses quatre plus grosses sociétés (IAI, Elbit Systems, Rafael et IMT) réalisent 80 % de leurs ventes à l'export, en particulier dans les pays musulmans comme la Turquie, l'Algérie ou le Pakistan. Comment ce pays de 8 millions d'habitants, plus petit que la Normandie, s'est-il transformé en une telle machine de guerre ?

Israël est en opérations militaires quasi constantes et a su créer le contexte géopolitique idéal à son argumentation commerciale. « Le fait que nos produits, comme les radars ou les avions de surveillance, soient utilisés en grandeur nature par l'armée israélienne est un atout décisif », confirme Boaz Nathan, responsable marketing d'Elta, la filiale électronique d'IAI.

En Israël, le service militaire est une institution intouchable (trois ans pour les hommes, deux pour les femmes), la défense, c'est 5,7 % du PIB, l'armée est le partenaire de l'industrie. « Ici, tout est fluide, Iron Dome a été développé en trois ans, assure Rafi Yoeli, d'Urban Aeronautics. Il aurait peut-être fallu dix ans dans un pays plus grand. » Cette capacité d'adaptation dans le domaine militaire a fait d'Israël un précurseur de l'utilisation des drones, dix ans avant les États-Unis.

Les drones militaires israéliens ont été utilisés pour la première fois lors de la guerre du Liban, en 1982. Mais c'est la guerre du Golfe, en 1991, qui a fait décoller les ventes à l'international.

Via ses deux fabricants IAI et Elbit Systems, Israël a vendu pour quelque 4,6 milliards de dollars de drones tactiques ou stratégiques entre 2005 et 2012. Les firmes américaines en ont vendu pour 2,9 milliards sur la période. D'après l'armée israélienne, le pourcentage de missions assurées par des avions sans pilote devrait passer de 50 à 80 % dans les décennies à venir.

IAI développe la gamme la plus large du marché, du microdrone de 13 grammes capable d'entrer dans les bâtiments, au drone kamikaze Harop, qui peut tourner des heures pour identifier sa cible avant de fondre sur elle.

Les groupes israéliens se positionnent sur des matériels que les États-Unis ne proposent pas à l'export. La contrepartie, c'est le soutien financier massif de Washington, qui verse à Israël 3 milliards de dollars par an sous forme d'aides militaires, soit 25 % du budget de défense du pays. Derrière la réussite de l'industrie militaire israélienne, le grand frère américain n'est jamais loin.

IAI joue à fond la carte de la miniaturisation, reste que la filière des drones israéliens lorgne sur un autre débouché à fort potentiel : le marché des applications civiles. Il est évident que l'on se tient prêt à effectuer des transferts de technologies (du militaire vers le civil) de façon à accompagner cette « révolution ». Même si la priorité du moment reste d'introduire le premier son drone



ambulance (et ravitailleur) pour accompagner les guerres du futur...

Nos impôts financent l'industrie militaire israélienne

Le programme Horizon 2020 de l'Union européenne, auquel Israël est le seul pays non européen autorisé à participer à part entière, pourrait permettre aux compagnies high-tech et aux instituts de recherche israéliens de récolter quelque 1,4 milliard d'euros d'aide européenne sur sept ans.

Vingt-trois parlementaires européens viennent d'envoyer une lettre à Catherine Ashton pour réclamer la suspension de l'accord commercial entre l'Europe et l'Israël (ainsi que des nombreux privilèges qui vont avec), en soulignant que cet accord comprend un article (l'article 2) sur le nécessaire respect des droits de l'homme par l'ensemble des parties contractantes, qui n'est pas appliqué par Israël. Vous trouverez une pétition européenne pour refuser de subventionner les drones israéliens sur le site de l'ONG anglo-saxonne, www.waronwant.org.

Quand il pleut des drones

Quatre cents drones américains se seraient crashés accidentellement entre 2001 et 2013. Des drones de plus d'une tonne. Les termes « défaillance technique », « court-circuit électrique », « problème de liaison », « erreur de pilotage », voire « causes indéterminées », sont évoqués. Que ce soit ce type de raisons ou le cynisme des militaires israéliens qui a permis de pilonner ces jeunes Palestiniens qui jouaient sur la plage de Gaza, et tous les autres morts palestiniens, cette industrie de mort mérite notre boycott et le retrait du soutien français à ces entreprises israéliennes, en ne les invitant plus.

Lutter contre l'État israélien

Quand on est révolté par cette situation qui dure, la tentation est forte de baisser les bras en pensant que cela risque durer encore longtemps et que nous, simple pékins, n'y pouvons pas grand-chose.

Pour le Salon, nous pouvons quand même manifester notre désaccord. Désaccord contre les crédits à ce marché apportés par les autorités locales, départementales, régionales, nationales et européennes. Désaccord avec les utilisations militaires et sécuritaires de cette technologie. Mais, plus généralement, nous pouvons rejoindre la campagne BDS pour boycott-désinvestissement-sanction. Cette campagne mondiale initiée le 9 juillet 2005 par l'appel de la société civile palestinienne (associations ONG et syndicats) vise à donner la main à la société civile internationale au vu de l'échec des décisions internationales comme la condamnation du mur par la Cour internationale de justice. C'est aussi un moyen de soutenir plus particulièrement la résistance non violente. Pour rappel, le boycott, c'est le refus d'acheter les produits israéliens et en premier lieu ceux qui ne devraient pas être commercialisés comme les produits des colonies, le désinvestissement, c'est la campagne vers les entreprises pour qu'elles arrêtent d'investir avec les entreprises israéliennes, les universités ou les institutions officielles, enfin les sanctions, c'est la demande faite aux États et institutions internationales, le tout pour et jusqu'à ce que l'État d'Israël respecte le droit international. Nous reviendrons ultérieurement sur cette campagne et sur les produits à boycotter. **P.A.**

Chroniques de la guerre sociale

A comme anarquía

Barcelone, 11 septembre 2014 : des centaines de milliers de manifestants ont envahi deux artères principales de la ville (la Gran Vía et la Diagonal). Le but ? Former un immense V visible aussi bien du sol que d'un avion. V comme vote pour réclamer un référendum sur l'indépendance de leur région. Les anarchistes se sont invités à la fête en formant une chaîne humaine dans la rue Bruc qui relie les deux autres artères. Résultat, la manifestation ne formait plus un V, mais un magnifique A, et à la place des mots d'ordre indépendantistes, d'autres slogans comme celui-ci : « Soyons indépendants des États, des banques, des marchés, des patrons... » Oui à cette indépendance-là !

Loi réactionnaire avortée ?

Espagne : le projet de loi anti-avortement a du plomb dans l'aile. La droite au pouvoir voulait la faire voter aux Cortes en juillet (les mauvais coups, ça passe toujours mieux pendant les vacances). Recul. Puis en août. Deuxième recul. Septembre ? Peu probable. Que se passe-t-il ? Indépendamment des protestations des organisations féministes, il semble que même dans les rangs de la majorité au pouvoir le projet ne fasse plus l'unanimité. Même constat tant chez l'électorat féminin de droite qui n'a pas envie d'un bond en arrière de quarante ans, que chez les députés au pouvoir qui redoutent une sanction aux prochaines élections en 2015. Projet pas abandonné donc, mais simplement reporté à la prochaine législature. Vigilance toujours d'actualité pour les femmes espagnoles.

Supprimer les nuisibles

Le Médef est sur le pied de guerre. Son président, Pierre Gattaz, présente ses solutions pour sauver la France : en finir avec le smic, supprimer deux jours fériés... Mais mon Pierrot, tu joues petit bras ! Si on veut être compétitif, supprimons tous les jours fériés (sauf le 14 Juillet, qu'on puisse bomber le torse). Le smic ? Bien sûr qu'il faut le supprimer... et accentuer les différences de salaires entre hommes et femmes... et réintroduire le travail pour les enfants et... Une autre idée pour toi, Pierrot : quitte à supprimer quelque chose, si c'était le patronat ?

Météo syndicale



« **LA CONFIANCE** entre gouvernement et salariés est rompue. » Ainsi était titré le dernier éditorial de FO hebdo signé par le secrétaire général de l'avenue du Maine à Paris. D'habitude, Jean-Claude n'enfoncé pas des portes ouvertes !

Question délocalisation rampante (la dernière trouvaille du Medef béatifié de son vivant par le fossoyeur catalan), ça prend son envol dans les transports aériens. Principalement dans le domaine low-cost, où les réglementations en vigueur dans les compagnies étrangères tirent vers le bas le Code du travail. Quand on les interroge, on a droit à des perles du genre : « Vous, en France, vous adorez les grèves et les syndicats. Je ne critique pas, c'est votre culture. » On verra ce qu'aura donné la solidarité ouvrière pendant la grève des pilotes... la dernière comme celles à venir !

La position des syndicats représentatifs vis-à-vis du nucléaire a été passée à la sulfateuse maintes fois. Défendre l'emploi sans poser le problème du bien-fondé du développement nucléaire a été la ligne majoritaire de la CGT, pour ne citer qu'elle. C'est pourquoi toute prise de position pour la fermeture d'une centrale nucléaire est un pas de plus dans le débat interne. Coup de tonnerre pendant les vacances : jugez-en avec l'extrait d'une lettre envoyée à Montreuil : « Pour éviter toute ambiguïté, vous trouverez ci-dessous

les raisons pour lesquelles la coordination régionale Alsace de la Fédération CGT équipement-environnement estime qu'il est nécessaire de sortir du nucléaire et en conséquence pourquoi il est nécessaire de fermer la centrale de Fessenheim pour que la filière de démantèlement de centrale puisse prendre forme. » Le moins qu'on puisse dire, c'est que la prise de position de la CGT équipement de l'Alsace est importante et courageuse ! Adieu le consensus interne et bienvenue au débat.

Après les duos frénétiques pouvoirs publics et Medef, qu'y a-t-il de tranché dans les déclarations syndicales ? À part les sommations habituelles, pas vraiment de grain à moudre... La semaine dernière, patronat (Medef, CGPME, UPA) et syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC) ont pris langue. Effets de miroirs aux alouettes façon Gattaz, propos lapidaires des centrales représentatives... rien de transcendant. Le Grand Soir s'est encore perdu dans les escaliers ! D'aucunes et d'aucuns comptent se ressourcer à la Fête de L'Humanié ; nous non. On préfère être attentifs à l'avenir de La Nouvelle Vie ouvrière et de ce qui en découlera. En attendant des jours meilleurs.

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

Regards sur le monde

La guerre encore

IL Y A PLUSIEURS FAÇONS de rendre compte de l'actualité internationale. Heureuse: roi et princes se mariant ou démissionnant. Diplomatique: les grands raouts, je me rencontre, tu te rencontres, et les guerres. Ce sont donc à ces dernières que nous allons consacrer ce bulletin. Les conflits existant depuis un certain temps ont pris cet été une dimension particulière en ce qu'ils préfigurent la possibilité d'un changement profond de structures géographico-politiques héritées du siècle précédent. Pour nous anarchistes, qui assistons impuissants la plupart du temps à ces événements, il importe de tenter de comprendre les mécanismes qui sont à l'œuvre.

Le Proche-Orient dans la tourmente

Deux phénomènes ont lieu simultanément dans cette partie du monde. D'une part, les frontières héritées des accords de partage entre les vainqueurs de la guerre de 14-18 au détriment de la Turquie sont en train d'éclater en morceaux sous les coups d'un nouvel acteur, le califat islamique.

D'autre part, nous assistons au renforcement hystérique des différentes confessions monothéistes locales. Les deux phénomènes sont intrinsèquement liés, d'une façon complètement inattendue et incompréhensible pour les incroyants que nous sommes. Ce califat profite d'une déliquescence locale, d'une révolution avortée et dévoyée en Syrie, et de la fin de l'oppression des chiïtes par les sunnites irakiens. Sous la forme d'une croisade inspirée, une offensive terroriste d'un niveau rarement atteint efface les frontières entre Irak et Syrie. Pour y faire face, les puissances occidentales ne peuvent qu'armer ceux qui, une fois renforcés militairement, vont être les principaux destructeurs des frontières proche-orientales, les Kurdes. Ils ont des membres tant en Irak qu'en Turquie, moins nombreux en Syrie et en Iran. Devant les difficultés rencontrées par le Kurdistan irakien face aux djihadistes du califat, des combattants du PKK sont venus renforcer les rangs de leurs compatriotes du sud.

Israël n'est pas à l'abri de ce chambardement. La branche syrienne d'Al-Qaïda a ainsi capturé des casques bleus chargés de surveiller la frontière avec la Syrie (ils ont finalement été libérés le 11 septembre dernier). L'idéologie de ces djihadistes est fort proche des tenants du califat syrio-irakien. Pour le moment, Israël n'est pas leur cible. Cela ne saurait tarder si ces nouveaux croisés continuent à rallier autour d'eux les populations sunnites humiliées. Si les intérêts du

lobby militaro-industriel israélien rejoignent ceux des militants armés du Hamas, tout indique que seule une paix juste avec tous les Palestiniens serait seule capable d'assurer à Israël un minimum de sécurité. Cela semble bien lointain. Plus au sud, la situation n'est pas meilleure

Le Sahel, bandes et tribus

Il y a longtemps que, dans cette région du monde, les frontières imposées n'ont plus beaucoup de sens. Elles faisaient fi tout à la fois des habitants comme de la configuration géographique. La balkanisation de la Lybie a donné le signal d'une redistribution des cartes du nord au sud de cette région. La disparition d'un pouvoir fort et centraliste a laissé, comme précédemment en Yougoslavie, la porte ouverte aux antagonismes tribaux d'autant plus forts qu'ils étaient restés bridés pendant si longtemps. Faute de toute autre théorie ou discours, la religion, comme chaque fois qu'elle est liée aux armes, est devenue la justification ultime pour une myriade de pouvoirs. C'est bien ce qu'ont compris les dirigeants de Boko Haram, qui désormais se battent pour imposer un « califat » à l'image des Irako-Syriens, et ce, à cheval sur quatre pays (Nigéria, Niger, Tchad et Cameroun). Les discours anticolonialistes du siècle dernier ont fait leur temps. Par ailleurs, rien ne dit que l'islam africain teinté d'animisme arrivera à fédérer au-delà des pays noirs où déjà les chrétiens s'organisent et ripostent.

Pendant ce temps-là, notre attention est tournée vers l'Est.

La Russie coloniale

La Russie a une histoire. Cette assertion semble évidente, et même inutile. Pourtant, comme pour la Chine, nombre de militants comme de chercheurs ont à chaque fois cru à la rupture entre l'avant et l'après. Ce pays est, par ses dimensions, un empire qui a conquis son indépendance en balayant les Mongols de son sol après une oppression de plus de 250 longues et terribles années. Sous les tsars comme sous les soviets, et bien sûr sous Poutine, c'est cet espace et sa défense, si ce n'est son extension, qui compte avant tout. Peu importe le prix à payer, c'est ce que ne semblent pas comprendre les puissances de l'Otan. La Russie est en situation de crise économique permanente, elle n'a pas de bourgeoisie capitaliste capable de relancer une économie rentière. Alors, une bonne guerre permet tout à la fois de resserrer les rangs et d'offrir aux militaires un os à ronger, ce dont ils ont bien besoin depuis leur défaite de l'Afghanistan qui préfigura la fin de l'URSS.

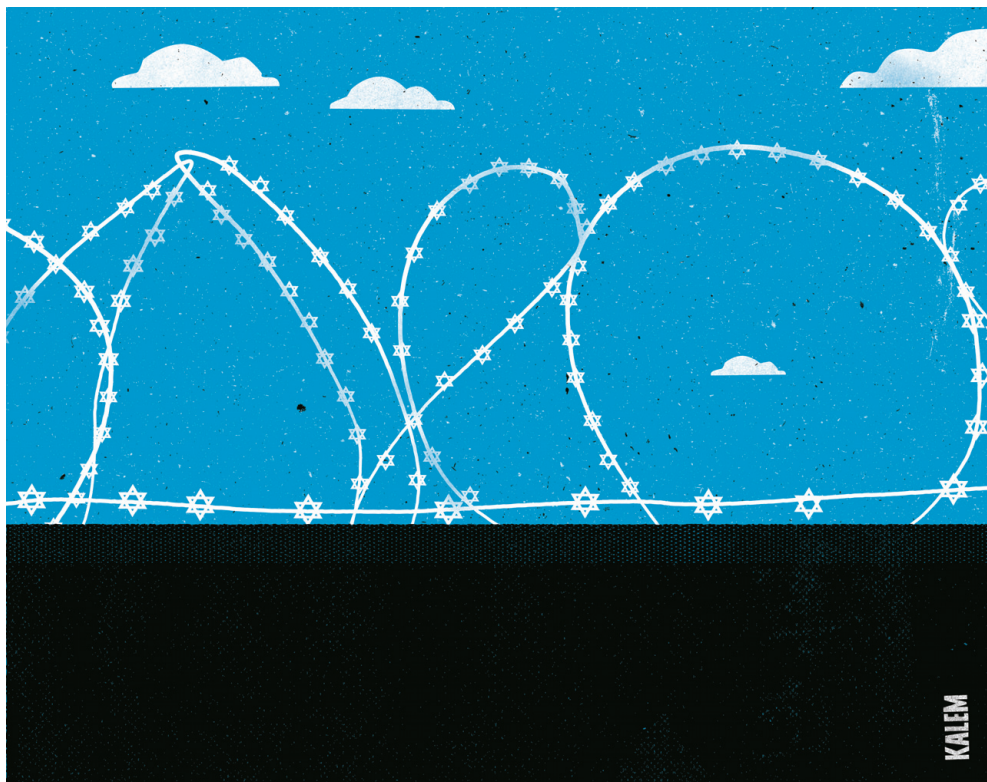
Nous sommes en guerre, que nous le voulions ou pas. Dans ces trois cas, mais aussi ailleurs, ce qui se passe nous réduit au rang de spectateurs. Ces forces-là sont colossales, pourtant il nous faut continuer à parler.

Pierre Sommermeyer
Fédération anarchiste (Strasbourg)



Débordements à Gaza

Petit retour sur les cinquante jours qui ont ensanglanté la Palestine



Philippe Arnaud

*Cercle libertaire Jean-Barrué de la FA
Coordination BDS 33*

L'État qui a lancé cette opération l'a dénommée Bordure protectrice ; le cynisme israélien est toujours aussi flamboyant !

Au final, entre le 8 juillet et le 27 août 2014, l'agression israélienne aura fait d'énormes dégâts, des crimes et des massacres envers les populations palestiniennes :

- Cinquante et un jours de bombardements intenses sur Gaza.
- Plus de 5 000 raids aériens.
- 2 168 Palestiniens tués, dont 519 enfants, 297 femmes, 506 combattants palestiniens, ainsi que 13 internationaux.
- 10 895 Palestiniens blessés dont 3 306 enfants, 2 114 femmes.
- 475 000 réfugiés déplacés, soit plus de 25 % de la population.
- Près de 55 000 habitations, des écoles (dont des écoles de l'UNRWA), des hôpitaux, des mosquées et des ambulances, ont été détruits ou endommagés.
- 373 000 enfants auront besoin de soutien psychologique.
- Une centrale électrique détruite.
- 1,5 million d'habitants sans accès à l'eau potable.
- L'annonce « d'une catastrophe sanitaire de grande ampleur », selon les termes de l'ONU. Et, selon des estimations provisoires palesti-

niennes, la guerre a causé plus de 6 milliards de dollars de dégâts dans la bande de Gaza.

On mettra rapidement en regard (si l'on peut dire) les soixante-douze Israéliens tués, dont six civils, sur la même période, ainsi que vingt-cinq Palestiniens accusés de collaboration exécutés sommairement par le Hamas, dont deux femmes.

Revenons sur le contexte et les raisons invoquées pour cette opération. Côté israélien, on invoque l'enlèvement de trois jeunes colons israéliens près d'Hébron en Cisjordanie le 13 juin 2014, et c'est l'enchaînement. Une organisation, l'État islamique branche Palestine-Cisjordanie, dont on n'entendra plus jamais parler, revendique l'enlèvement.

Dès le 14 juin, un bouclage d'Hébron et des alentours est imposé avec un millier de soldats israéliens. Plusieurs centaines de Palestiniens sont arrêtés, dont de nombreux militants du Hamas de Cisjordanie, qui est accusé par le gouvernement israélien d'être responsable de l'enlèvement. Plus de dix Palestiniens sont tués par l'armée en Cisjordanie – à leur sujet, l'Autorité palestinienne dénoncera des « meurtres de sang-froid ». Le 19 juin, l'armée israélienne lance des raids aériens dans la bande de Gaza.

Le 24 juin, le chef du Hamas affirme ne rien savoir sur les trois jeunes colons enlevés. Le lendemain, c'est une douzaine de raids aériens israéliens sur la bande de Gaza, de nouvelles arrestations, de nouveaux tués palestiniens. Au 1^{er} juillet, l'armée israélienne a arrêté 420 Palestiniens en Cisjordanie, dont 305 membres du Hamas, et fouillé 2 200 bâtiments. Cinq Palestiniens ont été tués. En réaction, le Hamas envoie des roquettes sur Israël, plus de 200 au 20 juin, sans faire de victimes.

Le 2 juillet, le corps de Mohammad Abou Khdeir, 16 ans, kidnappé dans le quartier de Chouafat à Jérusalem-Est, est découvert. L'adolescent a été torturé et brûlé vif. Le 5 juillet, les Palestiniens d'Israël manifestent.

Le 7 juillet, des drones attaquent la bande de Gaza, faisant cinq morts, dont deux civils. Durant la nuit, l'armée israélienne lance des dizaines de raids dans la bande de Gaza. Plusieurs enfants sont tués.

Le président palestinien demande l'arrêt immédiat de cette nouvelle offensive et demande l'intervention de la communauté internationale pour arrêter l'escalade de la violence. Le ministre de la Défense, Moshé Yaalon, indique poursuivre son offensive, et ce pour que le Hamas paye un prix très élevé.

Avec la mobilisation de 18 000 réservistes

supplémentaires, l'armée israélienne porte ses effectifs mobilisables à 65 000 soldats. Du côté palestinien, l'ensemble des groupes de résistance armée s'engage dans l'offensive avec les brigades Izz al-Din al-Qassam, branche armée du Hamas, la Force de sécurité du Hamas, milice policière du Hamas, les brigades d'Abou Ali Moustapha, branche armée du Front populaire de libération de la Palestine dans les territoires occupés, les brigades Al-Qods, aile armée du Jihad islamique palestinien, et enfin les brigades Al-Nasser Salah al-Deen, aile militaire du Comité de résistance populaire. Ensemble, ils regroupent environ plus de 27 000 combattants.

Une vision différente des événements

Bien sûr, il existe une autre chronologie de ces événements, qu'on peut faire remonter à mars 2014. L'année précédente, le nombre des colonies a doublé. Cela n'est pas acceptable et, dans ces conditions, les négociations de paix ne peuvent continuer. Le président de l'Autorité palestinienne menace de se tourner vers les institutions internationales si les propositions des États-Unis pour un accord-cadre ne répondent pas aux questions fondamentales que sont le gel de la colonisation israélienne et la libération des prisonniers politiques palestiniens. En réponse, le ministère de la Défense israélien a approuvé les projets de construction de 2 269 nouveaux logements dans six colonies de Cisjordanie occupée. Entre juillet 2013, début des dernières négociations, et le 16 mars 2014, ce sont 10 509 constructions de logements dans les colonies, toutes illégales, et l'assassinat de 56 Palestiniens par les forces d'occupation israéliennes.

Une des clauses des négociations est la libération de plusieurs contingents de prisonniers palestiniens. Le 28 mars, le gouvernement israélien revient sur son engagement de libérer un quatrième contingent de prisonniers palestiniens. En réaction, la direction palestinienne décide de relancer ses démarches pour adhérer aux différentes agences de l'ONU et aux traités internationaux dont la Quatrième Convention de Genève sur la protection des civils.

Le 8 avril, John Kerry, le secrétaire d'État américain, accuse Israël d'avoir entravé le processus de paix.

Le 10 avril, Israël gèle les transferts des taxes collectées pour le compte de l'Autorité nationale palestinienne, qui s'élèvent en moyenne à environ 80 millions d'euros par mois et représentent plus des deux tiers de ses recettes budgétaires propres.

Le 11 avril, la Palestine devient partie aux quatre Conventions de Genève et au premier protocole additionnel.

Paris déclare « regretter » la décision de geler les transferts des taxes et l'Union européenne demande à Israël de « revenir » sur ses mesures de rétorsions contre les Palestiniens.

Le 23 avril, les Palestiniens ont relancé leurs efforts de réconciliation nationale. Un

gouvernement d'union nationale doit se mettre en place. Cet accord interpalestinien est salué par l'Union européenne, et la France se dit prête à travailler avec le nouveau gouvernement palestinien s'il soutient le processus de paix. Les Nations unies soutiennent l'unité palestinienne sur la base de la reconnaissance d'Israël et de la non-violence. Mais Israël suspend toute négociation.

Le 22 mai, l'Union européenne interdit l'importation de volailles et d'œufs des colonies en Cisjordanie occupée, dont Jérusalem-Est.

Le bilan humain aura été désastreux et ce n'est pas fini. Le bilan politique est mitigé, car s'il y a bien eu la levée partielle du blocus de Gaza, rien ne dit combien de temps cette levée durera.

L'administration Barak Obama a annoncé vouloir « travailler » avec le gouvernement d'union palestinien mis en place. Netanyahu se dit « trahi et trompé ».

Le 5 juin, c'est un nouveau appel d'offres pour la construction de 3 000 nouveaux logements en Cisjordanie occupée. Pour Saëb Erekat, ancien négociateur palestinien, « il est temps qu'Israël rende des comptes devant les organisations internationales de ses crimes de guerre, au premier rang desquels la colonisation ». Paris et l'Union européenne condamnent ce nouveau appel d'offres israélien. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, exhorte Israël à suspendre la colonisation et à respecter la loi internationale.

Le 8 juin 2014, Israël et l'Union européenne signent un accord de coopération scientifique qui permet à Israël de participer au programme scientifique de l'Union européenne « Horizon » 2020.

Le 10 juin, le Parlement israélien élit le président d'Israël, Reuven Rivlin. Il est opposé à la solution de deux États israélien et palestinien et se déclare partisan acharné de la colonisation. Trois jours plus tard, trois jeunes colons israéliens sont portés disparus... On le voit, cette chronologie donne une toute autre lecture !

Des intérêts divergeants

Les enjeux sont évidemment bien différents de part et d'autre.

Pour Israël, il s'agit de changer les positions internationales permises par l'accord pour un gouvernement d'union nationale palestinien, afin de pouvoir continuer la colonisation, mais aussi de trouver des occasions de tester sa technologie et de nouvelles armes. Cependant, au niveau intérieur, s'il y a eu un soutien de la population juive jusqu'à 95 % pendant les bombardements, la cote de Netanyahu est en baisse. Reste à trouver une opposition capable d'enrayer la dérive vers

l'ultra-droite des politiques israéliens et d'une part de la population.

Pour les Palestiniens, il s'agit d'obtenir des négociations qui permettent la levée du blocus de Gaza, l'arrêt de la colonisation et la libération des prisonniers palestiniens. Pour le Hamas, et le Jihad islamique dans une moindre mesure, il s'agit de rentrer dans le jeu des négociations ; pour l'Autorité palestinienne, il s'agit de retrouver une entrée dans la bande de Gaza.

Le bilan humain aura été désastreux et ce n'est pas fini. Le bilan politique est mitigé, car s'il y a bien eu une levée partielle du blocus de Gaza, rien ne dit combien de temps cette levée durera et dans quelle mesure de nouvelles négociations auront lieu comme prévues. Par contre, pour Jérusalem-Est, pour la Cisjordanie et pour les prisonniers palestiniens détenus arbitrairement, aucune amélioration n'a été obtenue.

Les médias français ont constamment parlé de la guerre d'Israël contre le Hamas. Ce qualificatif est évidemment erroné, mais il est à l'image des capacités militaires et du nombre des victimes, il est asymétrique. Ne serait-ce que par les victimes.

Mais l'objectif reste toujours de détruire, non le Hamas, mais le rêve d'un futur État palestinien. En mettant en avant la confrontation militaire, Israël écarte ceux qui n'y prennent pas part comme l'Autorité palestinienne, en créant les conditions d'une reprise de conflictualité entre Autorité palestinienne et Hamas.

Ce serait à l'Autorité palestinienne que serait confié le contrôle des frontières de Gaza, donc l'application du blocus, même négocié. Gageons qu'il y a là une source de conflits inter-Palestiniens, à terme. Sauf si un hypothétique processus démocratique se met en place, redistribuant les responsabilités dans les territoires palestiniens.

De toute façon, on l'a vu jusqu'à présent, pour Israël, il n'y a jamais d'interlocuteur valable pour les négociations de paix. Le Hamas est jugé terroriste car dans sa charte (qui date de 1988) est écrit qu'il ne reconnaît pas l'État d'Israël. Ce texte se situe au même niveau que la charte du Likoud, de 1999, qui appelle à la colonisation de tout Israël, Judée, Samarie et Gaza. Pour autant, l'un comme l'autre négociant, comme ce fut le cas en août en Égypte. De plus, le Hamas, en se présentant aux élections palestiniennes, le 25 janvier 2006, l'a fait dans le cadre de l'Autorité palestinienne, donc des accords d'Oslo, jusqu'à cette date dénoncés car négociés avec Israël. L'Autorité palestinienne ou l'OLP sont eux aussi rejetés car ils menacent de recourir aux instances internationales pour faire respecter les accords internationaux. Au mieux, ils sont baladés dans des négociations sans fins, et les conditions ne sont jamais respectées par Israël.

Nous verrons fin septembre, comment reprendront les négociations du cessez-le-feu, suites du 26 août 2014.

P. A.

Faire face à l'**incurie** du pouvoir politique

À propos d'une tentative de récupération du mouvement de la Tentés des glaneurs

Justhom

Groupe de Rouen
de la Fédération anarchiste

DEPUIS LA FIN 2010, les sans-abri, les familles monoparentales, les chômeurs, les retraités, mais aussi les étudiants et les travailleurs pauvres s'organisent indépendamment des associations dépendantes des pouvoirs politiques. C'est ainsi qu'est né de mouvement la Tente des glaneurs, à Lille et à Caen. Ces personnes que les politiques antisociales menées par les différents gouvernements ont précarisées, jusqu'à ne plus pouvoir se nourrir, se sont organisées pour collecter elles-mêmes sur les marchés des fruits et des légumes, mais aussi du pain et autres denrées alimentaires, invendues et laissées à l'abandon par les maraîchers et les commerçants. Une fois la collecte terminée, les victuailles ainsi récoltées sont rassemblées sous une tente et réparties, distribuées par les intéressés eux-mêmes, sans intermédiaires et sans hiérarchie. Là, il n'est pas exigé de conditions de ressources, ni de justificatifs, seule est prise en compte la composition du foyer, pour savoir quelle quantité donner.

Ce type de fonctionnement et d'organisation montre que les citoyens sont capables de mettre en place des structures où l'entraide, la solidarité et la coopération ne sont pas de vains mots. C'est également la démonstration que le peuple est responsable et est capable de s'organiser sans tuteur et sans l'autorisation d'un chef et le contrôle de l'État. À partir de ces expériences, il est aisé de comprendre que la société égalitaire et autogestionnaire chère aux anarchistes et fondée sur le principe de la coopération n'est surtout pas une utopie, comme s'évertuent à vouloir le faire croire nos détracteurs.

Pour toutes ces raisons, l'État voit d'un mauvais œil se développer ce type de mouvement. Voilà pourquoi, avec l'aide de ses sectateurs, il tente de récupérer tous ces mouvements d'émancipation et de libération des citoyens qui se créent pour faire face à l'incurie des pouvoirs politiques. Il s'agit pour l'État d'encadrer les structures indépendantes

pour mieux les contrôler, les maîtriser et surtout anticiper et ainsi contenir les départs de révoltes. Pour contrer ces « électrons libres » que sont les mouvements et les collectifs indépendants, l'État et les collectivités territoriales financent des associations d'insertion. Certaines mutuelles, comme la mutuelle Harmonie, vont même jusqu'à se faire les complices des gouvernements en désignant les citoyens responsables de ce gâchis.

Il ne faut pas se tromper de cible. Ce ne sont pas les citoyens qui sont la cause du gaspillage et des invendus, ce ne sont pas eux qui sont responsables de tout ce gâchis. Et, pourtant, ce sont eux que désigne l'Union Harmonie Mutuelles dans son magazine du mois de juin 2014. Elle se fait la complice des gouvernements et des sociétés alimentaires, des grandes surfaces, des grossistes en désignant, comme seul responsable du gaspillage et de la surconsommation, les consommateurs. Elle n'a pas un mot pour dénoncer les prédateurs que sont les responsables des grandes surfaces de l'alimentation, des MIN (marchés d'intérêts national), ou encore les criées (marchés aux poissons), où chaque jour des tonnes d'invendus finissent à la poubelle. Pourtant, comme on dit, il y a quelques fois de beaux restes qui pourraient faire le bonheur de millions de personnes. Cependant, dans cette société où la consommation est reine et le fric roi, rien n'est gratuit, si tu n'as pas les moyens de payer cher ta nourriture, eh bien tu crèves. Seuls les nantis s'engraissent à s'en faire péter la sous-ventrière. C'est ainsi que toutes ces sociétés préféreraient jeter à la décharge les invendus plutôt que de baisser les prix, afin que les 15 millions de pauvres recensés dans le pays puissent se procurer de la nourriture à bas prix. Elle n'a pas un mot sur les marges que réalisent ces mêmes sociétés sur les prix de vente et les prix d'achat consentis aux récoltants. Comme il est impossible de récupérer de la nourriture



même lorsque ces denrées ne sont pas vendables parce qu'elles sont à un ou deux jours de la date de péremption. Les grands humanistes, maîtres de la grande distribution, des greniers alimentaires, des marchés dits d'intérêts publics et nationaux préfèrent déverser les invendus dans les bennes à ordures, plutôt que de distribuer les invendus aux citoyens. C'est qui les gaspilleurs ?

Pour pallier à la rapacité des chevaliers d'industrie, à la férocité du système capitaliste, à la félonie des hommes et des femmes politiques, au vampirisme des affairistes, des banquiers et des patrons, des associations dites caritatives et d'insertion tentent de donner et de créer l'illusion que les richesses peuvent être partagées. C'est juste que les pauvres, les laissés pour compte, devront se contenter des restes laissés par les nantis.

Là encore, les actions des associations, aussi louables soient-elles, contribuent à maintenir les personnes les plus démunies dans un état de soumission et de dépendance. Car, toutes ces associations sont en lien direct avec l'État (financièrement) et les administrations, car elles doivent faire profil bas pour obtenir l'agrément des départements et avoir l'autorisation de fonctionner par les préfets. Comme par exemple l'ANDES (Association nationale des épiceries solidaires), qui agit dans le cadre de chantiers d'insertion.

Il n'y a pas de petits profits.

Le premier chantier de ce type a vu le jour à Rungis en 1998. Depuis cette date d'autres ont été créés : à Perpignan, à Lille, à Marseille et à Lyon. Dans ces chantiers dits d'insertion, ce sont des chômeurs de longue durée qui récupèrent chaque jour, chez les grossistes des palettes de fruits et de légumes, destinés à la poubelle. Ensuite, ils effectuent un travail de tri qui permet sur 100 kilos de fruits et légumes d'en sauver environ 55 kilos de la décharge. Puis, ces 55 kilos de fruits et

légumes seront vendus 30 centimes le kilo dans les épiceries solidaires du réseau, mais aussi aux Restos du cœur et dans les banques alimentaires.

C'est exactement le même principe de fonctionnement qui prévaut pour les paniers de la mer qui sont régis et encadrés par la Fédération nationale des paniers de la mer. Là encore, des salariés en insertion récupèrent les tonnes de poissons invendus parce que trop chers. Ces salariés apprennent à nettoyer et à découper, puis à congeler le poisson qui sera ensuite livré à un prix défiant toute concurrence, aux structures d'aide alimentaire. Après que la première association des paniers de la mer a vu le jour dans le Finistère en 1997, quatre autres ont suivi : à La Rochelle, à Boulogne-sur-Mer, à Lorient et à Saint-Malo. Une autre va prochainement être créée à Fécamp. Il ne faut pas croire que ces grossistes et ces chevaliers d'industrie des MIN, des criées cèdent leurs invendus gratuitement. Ce ne sont pas des philanthropes, la misère leur est totalement étrangère et ils ne se sentent surtout pas responsables. Rien n'est gratuit chez ces gens-là. En contrepartie de leurs invendus, ces bienfaiteurs d'un genre particulier réduisent leurs déchets et, par la même occasion, ils réduisent le montant de la taxe qu'ils ont à payer. Ils profitent également de la défiscalisation liée aux dons aux associations.

Plus la misère, la pauvreté et le chômage progressent et perdurent, plus ces chantiers «dits d'insertion» se développent. Ils sont l'expression même de la misère et d'un pays en voie de sous-développement.

Les conditions de travail, d'hygiène et de sécurité ne sont guère respectées, dans ces chantiers de «l'humiliation», proches de l'esclavage. Au sein de ces structures, il n'existe aucune convention collective, le travailleur est lié au règlement de l'association. Et surtout qu'il ne s'avise pas à faire preuve

d'indépendance, d'émancipation ou même de réfléchir, car il sera immédiatement suspecté d'être une forte tête, donc à surveiller. Le salarié en «insertion» doit réapprendre à être poli et à respecter le chef. Il doit également arriver à l'heure et travailler pour un salaire (des clopinettes) qui jamais ne lui permettra de s'en sortir. Mais qui, par contre, le maintiendra dans un état de dépendance totale vis-à-vis du pouvoir politique, de l'administration tatillonne et aux ordres du patronat exploiteur.

Si «l'insertionniste» va au bout de ses deux années de contrat, l'emploi promis à la sortie s'appellera, pour 90 % d'entre eux, l'Arlésienne et ce sera, au bout du bout, le retour à Pôle emploi. Pour les 10 % qui auront réussi à dégoter «un job», il sera tout ce qu'il y a de plus précaire, salaire plus bas que bas et, au moindre soubresaut de l'entreprise, ils seront les premiers à être virés. Malheureusement, ce constat est la triste réalité et est le reflet d'une France qui est sur le déclin et en voie de décomposition. La fracture entre «une minorité de nantis et la majorité de dénantis» s'élargit et se creuse inexorablement sous les coups de boutoir du capitalisme. Il faut impérativement que les travailleurs, les laissés pour compte et tous leurs alliés s'unissent et forment un collectif au sein duquel la lutte de classe sera menée sans jamais perdre de vue que les ennemis des travailleurs et du peuple sont les patrons et l'État. La lutte des classes devra donc être exigeante et impitoyable, sans concession, sans contrepartie, sans blabla, sans accord, sans réformes destinées à faire perdurer le système. Il faudra la mener jusqu'au point de rupture du système et faire en sorte que la victoire ne soit pas dévoyée et que les aspirations à la construction d'une nouvelle société égalitaire et autogestionnaire ne soient pas récupérées et détournée de sa base par je ne sais quel charlatan ou vendeur d'orviétan. **J.**

Nourrir l'humanité

un enjeu d'une

Jean-Pierre Tertrais



ON AURAIT PU ESPÉRER que deux cents ans de progrès technique permettent d'envisager, pour le **xxi^e** siècle, l'émancipation de l'homme. L'objectif devra sans doute se limiter à celui qui a accompagné l'humanité depuis ses origines : l'obsession de la sécurité alimentaire. La FAO reconnaît aujourd'hui le nombre de 842 millions d'affamés dans le monde (un Terrien sur huit), auquel il faut ajouter un milliard deux cent millions de personnes qui souffrent de carences alimentaires graves – ce qui porte le total à deux milliards. En outre, la baisse du pouvoir d'achat dans de nombreux pays – due à l'essoufflement de l'économie mondiale et aux politiques d'austérité – impose aux populations des restrictions alimentaires de plus en plus lourdes (dans l'Union européenne, 79 millions de citoyens vivent en-dessous du seuil de pauvreté, et 16 millions dépendent de l'aide alimentaire d'œuvres de charité).

Un futur lourd de menaces

Mais l'essentiel est ailleurs. Parce que si aujourd'hui le problème de la faim est strictement politique, l'agriculture mondiale

pouvant nourrir sept milliards d'habitants s'il n'y avait pas à la fois de telles inégalités sociales et un gaspillage aussi scandaleux, l'avenir pourrait être plus sombre. Et on peut formuler la question suivante : même avec une organisation sociale égalitaire, l'agriculture mondiale pourra-t-elle nourrir neuf milliards d'habitants à l'horizon 2050 ? La production alimentaire dépend de nombreux facteurs : certains évoluent (ou peuvent évoluer) favorablement ; d'autres de manière préjudiciable. Commençons par ces derniers, les plus nombreux.

La diminution des surfaces des terres agricoles. Les surfaces agricoles reculent en France, comme dans toute l'Europe, depuis les années 1960. L'Europe en a ainsi perdu 30 millions d'hectares entre 1961 et 2003. Actuellement, la France perd en moyenne 82 000 hectares de terres agricoles chaque année (urbanisation, infrastructures de transports, chantiers, carrière, etc.), soit l'équivalent d'un département tous les sept ans.

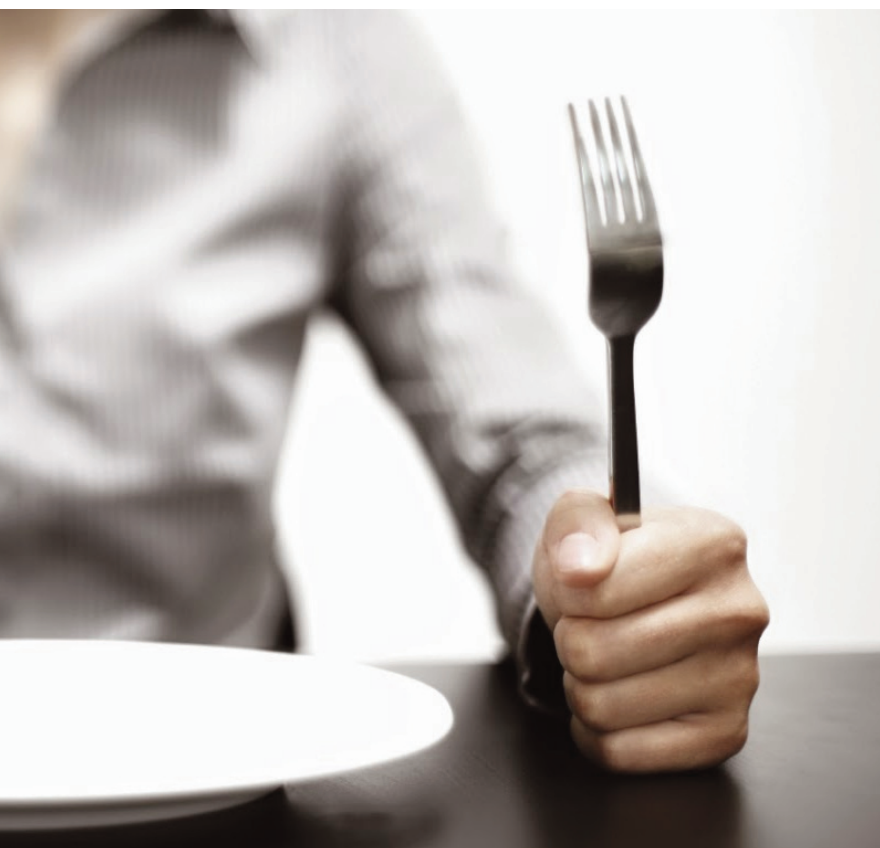
Deux autres phénomènes menacent les capacités alimentaires : les agrocarburants,

qui nécessitent d'importantes surfaces cultivables et entrent en concurrence directe avec la production alimentaire ; la montée des eaux (conséquence du réchauffement climatique global) qui pourrait atteindre, d'ici la fin du **xxi^e** siècle, de 28 à 58 cm par rapport aux niveaux de la fin du siècle dernier, anéantissant une superficie non négligeable (mais impossible à chiffrer) de terres agricoles.

La diminution des rendements. Elle est tributaire de plusieurs paramètres.

– *La détérioration des sols.* Après une croissance quasi ininterrompue depuis l'après-guerre, les rendements des grandes cultures (blé, maïs, orge, mais aussi colza, tournesol, etc.) stagnent depuis plusieurs années dans la majeure partie des pays à forte productivité. Les mauvaises pratiques culturales qui ont contribué à une surexploitation des terres figurent parmi les principaux responsables. On perd aujourd'hui sur un sol d'agriculture conventionnelle en moyenne dix tonnes de matière organique par hectare et par an. Des centaines de millions d'hectares de terres fer-

humanité, autre époque ?



tiles ont ainsi été stérilisées en un siècle par l'agrochimie. En outre, sans phosphates, les terres s'épuisent et les rendements diminuent ; or les réserves sont estimées à environ quatre-vingts ans.

– *Le problème de l'eau.* L'agriculture est de loin le plus grand consommateur d'eau au niveau mondial (70 % des prélèvements lui sont imputables, contre 20 % aux industries et 10 % aux collectivités urbaines). Les cultures exigent de 1 000 à 3 000 m³ d'eau par tonne de céréales récoltée. C'est l'agriculture irriguée, essentiellement tributaire des eaux superficielles ou souterraines, qui focalise aujourd'hui l'attention. Plus de vingt pays se trouvent aujourd'hui dans une situation jugée critique.

– *La disparition des abeilles.* Selon une étude de l'Inra et du CNRS, 35 % de la production mondiale de nourriture est directement dépendante des pollinisateurs. La valeur du service de pollinisation des insectes a été estimée à 153 milliards d'euros, soit 9,5 % de la valeur de la production agricole mondiale. Or plusieurs causes semblent contribuer au déclin des abeilles (et autres insectes

pollinisateurs) : insecticides, pollution des écosystèmes, raréfaction des espèces végétales, diminution de la taille des habitats... Si bien que, partout dans le monde, les populations d'abeilles diminuent (29 % des colonies d'abeilles seraient décimées en France). Si elle devait se confirmer, la disparition des abeilles aurait un impact catastrophique sur l'agriculture.

– *Les perturbations climatiques.* Déjà, des changements ont pu être observés dans les décennies récentes (floraison plus ou moins précoce, modification des dates de vendange, de la saison de végétation, de l'aire de certains ravageurs, etc.). Les effets sur les rendements des espèces cultivées risquent d'être très contrastés : si les régions tempérées peuvent s'attendre à des effets tantôt positifs, tantôt négatifs, le changement climatique aura quasi systématiquement des effets négatifs dans les zones tropicales. Par ailleurs, l'accélération des événements extrêmes (sécheresses, pluies intenses et inondations, orages violents, ouragans, cyclones...) portera de plus en plus préjudice au volume des récoltes.

– *L'alimentation carnée.* La production de viande nécessite beaucoup de ressources (un kilo de bœuf exige 15 000 litres d'eau), mais aussi beaucoup d'espace (la surface de sol nécessaire pour la production d'un kilo de bœuf est de 323 m² ; pour un kilo de riz, elle est de 17 m²). Environ 30 % des terres habitables de la planète sont utilisées pour nourrir les animaux. Les sept milliards d'habitants tirent en moyenne 20 % de leurs apports en protéines de produits d'origine animale. Et les tendances alimentaires actuelles confirment un accroissement de la production. Celle-ci, au niveau mondial, avoisine les 300 millions de tonnes, avec une consommation qui a augmenté de 65 % en un demi-siècle.

– *L'épuisement des « ressources halieutiques »* (« ressources » parce que, bien entendu, tout ce qui bouge n'est pas un animal ayant droit à la vie, mais une substance destinée à terminer dans l'assiette de l'homme). Selon la FAO, les trois quarts des stocks de poissons de mer sont surpêchés, épuisés ou exploités au maximum de leur potentiel (sans parler des métaux lourds ou de la dioxine de plus

en plus présents). Or les mers et les océans fournissent à l'humanité le cinquième de ses protéines. Un milliard d'habitants en dépendent.

– Une autre variable de taille, mais moins perceptible, est la fin prochaine du pétrole bon marché; la productivité du travail de 500 à 1 000 fois supérieure aux pratiques millénaires dont se targue l'«Occident» est en effet due à la mécanisation, aux engrais, aux pesticides, inexistant sans pétrole. Et les rendements de l'agriculture biologique, telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, restent sensiblement inférieurs à ceux de l'agriculture chimique. Il est d'ailleurs à noter que ce phénomène n'affectera que peu l'agriculture des pays pauvres puisque un milliard de paysans n'ont que leurs bras pour travailler, 300 millions utilisent la traction animale, et seulement vingt millions environ travaillent avec un tracteur.

Au cours de l'histoire, l'accroissement de la population humaine a été soutenu par une augmentation continue de la consommation d'énergie. Si la disponibilité de cette énergie venait à diminuer considérablement, les conséquences porteraient sur la taille de cette population. Or la composition actuelle

de l'énergie mondiale consiste en pétrole (36 %), gaz naturel (24 %), charbon (28 %), nucléaire (6 %), hydraulique (5 %), énergies renouvelables (1 %).

Compte tenu du déclin prochain des énergies fossiles, d'ici à la fin du siècle, la quantité totale d'énergie à la disposition de l'humanité pourrait être d'un cinquième de l'énergie dont nous disposons actuellement. L'usage des combustibles fossiles nous a donc permis de masquer l'atteinte à la capacité de charge de la planète et de maintenir, très probablement, l'humanité en surnombre. Si les facteurs qui déterminent la production alimentaire n'incitent pas à l'optimisme, deux autres paramètres évoluent dans le même sens. D'une part, le coût de l'alimentation: il ne suffit pas en effet qu'elle soit produite; il faut encore qu'elle soit accessible. Or les prix des denrées alimentaires sont repartis à la hausse, atteignant les niveaux de la crise de 2007-2008, qui avait déclenché des émeutes de la faim. Alors qu'un consommateur européen réserve à peine 15 % de son pouvoir d'achat à la nourriture, les personnes pauvres des pays dits «en développement» consacrent entre 50 % et 80 % de leurs revenus en dépenses alimen-

taires; la hausse et l'instabilité des prix représentent donc une menace sérieuse pour leur capacité à se nourrir. Depuis juillet 2010, les prix du maïs, du blé et du sucre ont augmenté de plus de 70 %; les causes étant multiples (mauvaises récoltes, prix du pétrole, développement des agrocarburants, spéculation financière, demande mondiale accrue...). D'autre part, la croissance démographique: ce ne sont pas sept mais neuf milliards d'habitants qui devront se partager l'ensemble de la production mondiale vers 2050. Les paramètres susceptibles d'améliorer la sécurité alimentaire sont moins nombreux; l'un d'entre eux cependant ouvre des perspectives rassurantes: l'agroécologie dans le cadre d'une agriculture paysanne... et libertaire.

La mise en culture de nouvelles terres. La FAO considère que sur les 4,2 milliards d'hectares cultivables dans le monde, seul 1,5 milliard sont réellement cultivés. Certes, sauf que les meilleures terres ayant été exploitées, les terres vierges sont le plus souvent difficiles d'accès, de fertilité médiocre, et donc difficiles à mettre en valeur. Et l'essentiel de ces terres est constitué de friches arborées ou arbustives qui jouent un rôle important dans la fixation du carbone et la préservation de la biodiversité. Par ailleurs, dans plusieurs pays pauvres, les gouvernements réservent aux investisseurs ces terres pour développer une agriculture commerciale à grande échelle qui les appauvrira rapidement.

La lutte contre le gaspillage alimentaire. À l'échelle de la planète, un tiers des aliments destinés à la consommation humaine sont perdus ou gaspillés depuis le champ jusqu'à l'assiette. En France, tout au long de la chaîne de production, le gaspillage alimentaire représente 260 kilos par personne et par an, c'est-à-dire des millions de tonnes (standards imposés par certaines enseignes qui écartent du circuit commercial une partie des fruits et légumes; forte concurrence entre producteurs qui conduit parfois à ne même pas récolter; rejets considérables de poissons en mer; accroissement des distances entre les lieux de production, de transformation et de vente; déchets des industries de transformation, de la grande distribution et même des commerces de proximité; pertes et gaspillages dans la restauration collective ou commerciale). Au cours des cinq étapes (production agricole, transport et stockage, transformation, distribution, consommation), les économies à réaliser sont donc loin d'être négligeables.

L'agroécologie. Si elle fait naître un réel espoir, c'est parce que sa généralisation permettrait d'obtenir des rendements équivalents, voire supérieurs, à ceux de l'agriculture conventionnelle. Théorisée et mise en pratique à la fin des années 1970, en



Amérique latine, comme réponse aux dégâts de l'agro-industrie, l'agroécologie intègre l'ensemble des paramètres de gestion écologique de l'espace cultivé. Fondée sur l'observation des fonctions de la nature et la recherche de leur optimisation, sur l'utilisation intelligente et mesurée des ressources locales, elle contribue à reconsidérer la notion même de productivité du travail, à développer un autre rapport au vivant, qu'il soit sauvage ou cultivé. Sa vision holistique (globale) s'oppose fermement aux approches réductrices véhiculées par la recherche agronomique moderne.

Les techniques qu'elle préconise relèvent d'une coopération entre l'homme et la nature. Association dans un même champ de diverses espèces et variétés aux physiologies et statures différentes (céréales, tubercules, légumineuses, cucurbitacées). Recours aux techniques culturales douces, rotation des cultures, utilisation d'espèces adaptées aux conditions pédoclimatiques locales, préservation des paysages et de la biodiversité, valorisation des ressources naturelles renouvelables. Ces pratiques limitent considérablement l'érosion, le compactage ou la salinisation des sols, ainsi que la prolifération de prédateurs, d'espèces envahissantes, d'agents pathogènes, et donc rendent inutile ou marginale l'utilisation d'intrants chimiques et pesticides (par exemple, la présence d'arbres crée un microclimat favorable, facilite l'hébergement de nombreux insectes auxiliaires de cultures et permet, par les racines, le prélèvement en profondeur d'éléments minéraux libérés par l'altération des roches mères.

Réhabiliter la paysannerie en société libertaire

Or il se trouve que l'agroécologie, notamment par la faible mécanisation et l'abandon des traitements chimiques, nécessite une main-d'œuvre nombreuse. Elle intègre donc «naturellement» les dimensions sociale, culturelle et politique dans ce qu'on peut appeler des «socio-écosystèmes» dont elle renforce la résilience. Le capitalisme a largement fait la preuve de son incapacité à nourrir l'humanité : la terre devenue une des formes de placement les plus rémunératrices, la privatisation du vivant par les OGM, les brevets et la confiscation des semences le confirment quotidiennement. La première condition pour éradiquer la faim sur la planète est donc la sortie rapide du capitalisme. En moins d'un quart de siècle, la planète a perdu plus d'un milliard de petits paysans. Le seul avenir possible est dans un retour massif de la population à l'activité agricole pour compenser les baisses de rendements, en combinant les savoir-faire traditionnels et l'agroécologie moderne. «L'important ce n'est pas une production de masse, mais la production par les masses» : l'avertissement de Gandhi prend aujourd'hui toute sa mesure. Or cette



volonté existe, ou est en train de (re)naître. Elle existe dans les pays pauvres : l'agriculture familiale reste en effet encore largement majoritaire dans le monde : 2,6 milliards de personnes, soit près de 40 % de la population mondiale au sein de 500 millions d'exploitations. Or diverses études ont déjà montré qu'à apports égaux d'intrants à l'hectare, et même d'une façon générale, la petite exploitation produit davantage par unité de surface que la grande, et qu'elle remplit en outre de multiples fonctions sociales, culturelles et écologiques.

Cette volonté de faire par soi-même est aussi en train de (re)naître dans les pays industrialisés à travers toutes les alternatives en actes dans le domaine alimentaire. En Grèce ou en Espagne – et ailleurs – les difficultés financières conduisent à trouver des solutions pour se nourrir à moindre coût : jardins collectifs, potagers éducatifs, vente de proximité, amap, marchés de plein air, groupements d'achats, restaurants sociaux, formations gratuites à l'agriculture biologique... Et si ces contraintes budgétaires constituaient un tremplin vers des expériences authentiquement autogestionnaires, vers un changement de plus grande ampleur : réhabilitation de la campagne, réappropriation de l'agriculture, réflexion politique sur l'alimentation, et pourquoi pas volonté de rompre avec un système. En Grèce, en trois ou quatre ans, les emplois dans l'agriculture ont progressé de 7 %.

De plus en plus d'individus, de collectifs s'efforcent de faire revivre des formes d'organisation que beaucoup qualifiaient d'archaïques et peu efficaces. Un peu partout, des résistances se multiplient : droit à une nourriture saine et culturellement appropriée, préservation des semences traditionnelles, diversification des récoltes, protection des sols, mise en place de vergers, de marchés et de commerces locaux, proximité et saisonnalité des produits, valorisation des déchets, approche pluridisciplinaire de la nourriture, défiance à l'égard de la viande, réapprentissage de la cuisine, éducation au goût, reconnexion de l'homme avec la nature...

Les atouts des petites structures sont nombreux : emploi d'une main-d'œuvre abondante, proximité du travailleur avec son champ ou son troupeau, et donc maîtrise de son travail, limitation des risques sanitaires, revitalisation du tissu rural par le maintien ou la réimplantation de services publics, de commerces de proximité, d'artisanat. Mais pour que ces laboratoires ne restent pas des exemples isolés et voués à l'échec, il reste à dépasser le cadre de l'exploitation familiale ou du réseau de voisinage pour élaborer des formes coopératives appropriées. La détermination devra être forte parce qu'elle se heurtera à un problème tabou, celui de la propriété foncière, c'est-à-dire de la révolution sociale.

J.-P. T.



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

Guerre à la guerre

Jean Jaurès, la social-démocratie allemande et la guerre (1/2)

René Berthier

Groupe Gaston-Leval
de la Fédération anarchiste

JEAN JAURÈS était issu d'une famille bourgeoise de province, normalien et agrégé de philosophie. Il enseigna à Albi et à Toulouse puis commença une carrière politique en 1885 comme député républicain à Castres. Il devient socialiste après la grande grève des mines de Carmaux de 1892 lors de laquelle il a la révélation du véritable visage de la République française entre les mains des capitalistes. Jaurès est élu député et va le rester jusqu'à sa mort (avec une interruption de 1898 à 1902). Ce brillant orateur devient le défenseur des ouvriers en lutte et de l'unité des forces politiques et syndicales de gauche.

Il défend Alfred Dreyfus et crée en 1904 le journal *L'Humanité*. Il participe en 1905 à la fondation de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) qui rassemblera les différents courants socialistes français. Il est partisan d'une révolution démocratique et non violente. Après 1905, Jean Jaurès s'oppose à la politique coloniale et à la guerre. Ses positions pacifistes à l'approche de la guerre avec l'Allemagne le rendent très impopulaire chez les nationalistes qui l'accusent de trahison. Jean Jaurès meurt assassiné par le nationaliste Raoul Villain le 31 juillet 1914, trois jours avant la déclaration de la guerre.

Jaurès, les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires

Jaurès était très hostile à la fois aux anarchistes et aux syndicalistes révolutionnaires. Il fut un de ceux qui s'opposèrent avec le plus de fermeté à la présence des anarchistes aux congrès de l'Internationale socialiste et prit vigoureusement position en faveur de leur expulsion définitive au congrès de Londres, en 1896. Il combattit les partisans de la grève générale comme outil de la transformation sociale, et les opposants à la politique parlementaire.

Pour Jaurès, l'anarchisme n'est pas à proprement parler une doctrine politique, c'est

une sorte de manifestation du dérèglement du politique, un phénomène quasi pathologique. Cela ne l'empêcha pas de prendre vigoureusement position contre les lois scélérates, en grande partie, il est vrai, parce que les lois contre les anarchistes allaient inévitablement être utilisées contre les socialistes.

Il ne comprend pas du tout quelle peut être la continuité d'une doctrine « que l'on dit aller de Bakounine et d'Élysée Reclus à Ravachol » : « Il est malaisé, dit-il, de porter un jugement d'ensemble. L'anarchisme procède d'un principe un mais les manifestations en sont multiples et souvent contradictoires. Le principe, c'est que l'individu humain, comme tel, a seul une valeur absolue. » Jaurès a donc en tête la vision d'un anarchisme essentiellement tourné vers l'individu, et assez peu vers l'action sociale. Jaurès cherche à comprendre l'anarchisme, mais il n'y parvient pas. La distinction principale entre socialistes et anarchistes résiderait dans le rejet par les seconds du principe d'organisation et de la notion d'évolution.

Un manuscrit autographe intitulé *L'Anarchisme*, rédigé sur du papier à en-tête de l'Assemblée nationale (!), après l'attentat à la bombe d'Auguste Vaillant à la Chambre des députés (9 décembre 1893), montre que Jaurès a tenté de comprendre ce qu'était l'anarchisme et en quoi il se distingue du socialisme. On y voit que l'anarchisme est perçu comme quelque chose de rétrograde, mais, écrit Jaurès, « comprendre est notre premier devoir : c'est aussi, pour les hommes, le vrai moyen de salut ». L'anarchisme est vu comme une doctrine qui s'attache à la problématique de l'individu.

« L'individualité humaine est à elle-même son but, sa règle, sa loi. Toute loi extérieure à l'individu est tyrannique, déprimante, mauvaise. De là, comme conséquence sociale, le droit de l'individu humain à la pleine liberté, à la vie complète et expansive, à la satisfaction intégrale de tous les besoins... »

On ne peut guère faire reproche à Jaurès de sa vision étroite de l'anarchisme dans la

mesure où c'est ainsi qu'une grande partie du mouvement anarchiste lui-même se percevait.

Curieusement, ce sont les anarchistes qui feront justice à Jaurès : acquitté lors de son procès en 1919, Raoul Villain s'était installé à Ibiza. Il sera exécuté par les anarchistes espagnols en septembre 1936. L'histoire a parfois de curieux paradoxes. Une vive polémique s'engagea entre Jaurès et la CGT sur la question de la grève générale. Jaurès avait publié dans *La Petite République* des 29 août et 1^{er} septembre 1901 un article intitulé « Grève générale et révolution », une attaque argumentée contre la grève générale. Pour Jaurès, le développement, dans le mouvement syndical, d'une organisation préconisant une autre voie que l'action parlementaire constituait une concurrence inquiétante.

La Commission des grèves et de la grève générale de la CGT répondit à Jaurès par un article en deux parties, « Grève générale réformiste et grève générale révolutionnaire ». La partie sur la grève générale réformiste tend à démontrer que celle-ci « n'est pas contradictoire à la grève générale révolutionnaire », qu'elle en est « la préparation », car « c'est après une série de conflits allant s'élargissant de plus en plus que les travailleurs aboutiront à la grève finale ». La « grève générale réformiste » est donc une partie intégrante de la stratégie globale, évolutive, aboutissant au renversement du capitalisme.

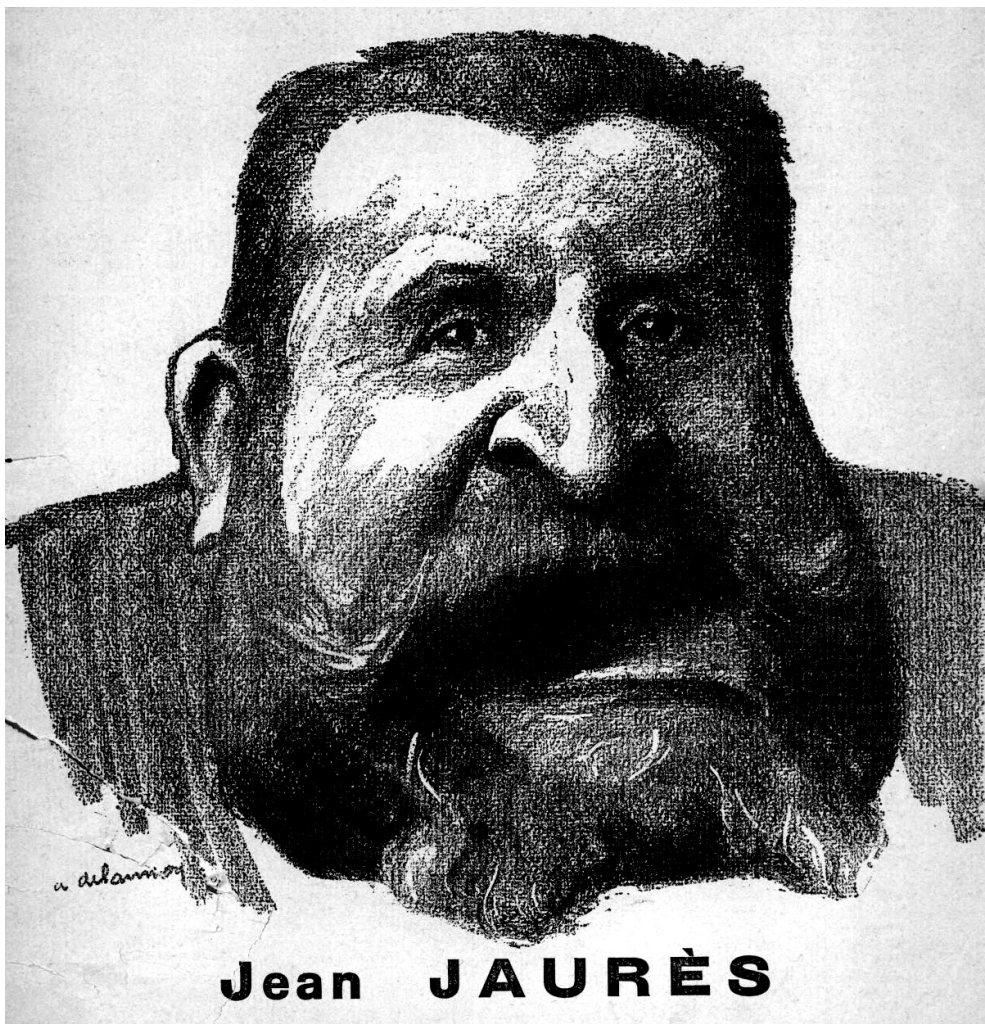
À l'époque où Jaurès écrivit son article, il était violemment opposé aux positions anti-parlementaires de la CGT et à l'idée de grève expropriatrice. Mais son article de 1901 contre la grève générale n'est pas une attaque hystérique, c'est quelque chose d'argumenté. Jaurès ne croit pas à l'efficacité de la grève générale, qu'il qualifie de « conception d'une naïveté

« Au fur et à mesure que le citoyen Jaurès se rapproche des hauteurs du pouvoir, il perd contact avec la classe ouvrière et, fatalement, en méconnaît les tendances. »

extrême » ; il affirme qu'« il n'est pas démontré du tout que la grève générale, même si elle prend un caractère révolutionnaire, fasse capituler le système capitaliste » – sans se demander à son tour en quoi la « conquête légale de la majorité » pourra « faire capituler le système capitaliste ».

Dans « La grève générale révolutionnaire », la CGT rappelle que Jaurès n'a pas toujours été opposé à la grève générale, comme ce fut le cas au congrès de la salle Jappy en décembre 1899 : « Au fur et à mesure que le citoyen Jaurès se rapproche des hauteurs du pouvoir, il perd contact avec la classe ouvrière et, fatalement, en méconnaît les tendances », peut-on lire.

Les positions du dirigeant socialiste évolueront, cependant, à partir de 1904-1905, moins par conviction que par réalisme poli-



Aristide Delannoy, *Jean Jaurès in Les Hommes du Jour*, 1908.

tique. On constate dans les articles qu'il écrit dans *L'Humanité* qu'il a intégré le syndicalisme révolutionnaire dans sa vision politique, tout simplement parce que sans cela il se coupe du mouvement ouvrier français. Au contraire du courant guesdiste qui veut subordonner le syndicat au parti, les jauresistes intégreront également l'idée d'indépendance syndicale – un peu contraints et forcés, il faut le dire.

Jaurès reste cependant un socialiste parlementaire et, comme il le dit dans « Grève générale et révolution », il pense en dépit de tout qu'« aucun artifice, aucune mécanique à surprise ne dispense le socialisme de conquérir par la propagande et la loi de la majorité de la nation ». « Il n'y a aujourd'hui pour le socialisme qu'une méthode souveraine : conquérir légalement la majorité. »

Jaurès et la social-démocratie allemande

On ne peut examiner l'opposition de Jaurès à la guerre sans mettre cette opposition en relation avec ses rapports avec la social-démocratie allemande. En effet, après la guerre franco-prussienne et l'écrasement de la Commune de Paris, le vœu formulé par Marx s'était réalisé : le socialisme allemand était devenu hégémonique en Europe : « La prépondérance allemande transfèrera en outre le centre de gravité du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale, de France en Allemagne. [...] La prépondérance, sur la scène mondiale, du prolétariat allemand sur le prolétariat français serait en même temps la prépondérance de notre théorie sur celle de Proudhon. »

Les socialistes français furent de manière permanente psychologiquement dépendants de leurs homologues allemands. Gustave Hervé raconte dans *La Guerre sociale* que dans les congrès internationaux, « le socialisme idéaliste de la France révolutionnaire osait à peine élever la voix : nous y entrons avec une âme de vaincus. Nous étions le passé. Nous étions un peuple fini. Place aux forts ». Il est vrai que, au moment où Gustave Hervé écrit ces lignes, il a déjà basculé vers l'extrême droite, mais son témoignage reste pertinent.

La II^e Internationale était une chambre d'enregistrement des positions décidées par la social-démocratie allemande, pas une organisation composée de membres libres et égaux. Pendant les quarante ans qui suivirent la défaite de la France en 1870, le poids de la social-démocratie allemande va être écrasant dans l'Internationale. Les socialistes français, impressionnés par les résultats électoraux de leurs camarades allemands, vont faire acte de soumission. *L'Humanité* salue les sociaux-démocrates allemands après les élections au Reichstag en 1912 et présente l'Allemagne comme l'« avant-garde du socialisme international ». Marcel Sembat s'interroge dans *La Guerre sociale* : « Je commence à me demander si nous ne sommes pas au point de vue révolutionnaire des petits garçons à côté des "votards" socialistes d'Allemagne. » Il y a là une réelle fascination, accompagnée d'une totale absence d'examen critique du contenu des succès électoraux du socialisme allemand.

Les congrès socialistes internationaux sont dominés par les représentants de la social-démocratie, dont le poids électoral, les effectifs et le poids idéologique sont écrasants. August Bebel jouit d'un prestige qui confine au culte de la personnalité. Sa parole a force de loi. Son soixante-dixième anniversaire fut fêté à Paris en grande pompe. Rendant compte dans *L'Humanité* de ce que l'Internationale doit à August Bebel, Albert Thomas écrit que celle-ci «vénéra et fêta d'autant plus fraternellement le Führer, le guide aimé»... Le lendemain, le journal rendra compte : «Jaurès termine par quelques mots en langue allemande qui déchaînent un enthousiasme splendide pendant que Schreyer, le secrétaire du Leseklub, pousse avec l'assistance le "Hoch! Hoch!" traditionnel allemand pour Bebel et Jaurès. La chorale Arbeitersängerbund, qui avait commencé la réunion par un chœur, l'a clôturée par l'Internationale reprise par tous les assistants.»

Les socialistes français, Jaurès en tête, seront jusqu'à la fin suspendus à la décision que prendront leurs homologues allemands pour stopper la guerre, convaincus que l'action du prolétariat d'outre-Rhin sera décisive. Pourtant, ils avaient à leur disposition tous les moyens pour comprendre ce qu'il en était. Un social-démocrate allemand, Paul Lensch, fournit de précieuses indications sur l'état d'esprit de la social-démocratie entre les deux guerres – celles de 1870 et de 1914 –, car il s'exprime en langage totalement «décodé». «La paix conclue à Francfort en 1871 n'était pas une paix, mais une trêve : tout fut orienté vers la guerre future : technique, science, inventions, finance, politique ouvrière.»

La victoire allemande de 1871 n'est donc que le prélude à d'autres victoires ! Un autre social-démocrate, Hugo Heinemann, explique la tâche qui est assignée au mouvement syndical allemand : «Tout le monde comprend aujourd'hui que le sentiment de solidarité inculqué par les syndicats allemands à leurs membres, leur organisation rigide, ont constitué une véritable école préparatoire pour la solution des tâches immenses proposées par notre administration militaire au peuple allemand.» Les «tâches immenses» dont il est question pourraient bien être la politique de conquête planifiée par «notre administration militaire» : le mouvement syndical est perçu comme un élément de cette politique. La fascination des socialistes français pour l'organisation exemplaire de leurs camarades allemands est d'autant plus surprenante.

Dans un contexte de dégradation dramatique de la situation en Europe eut lieu les 24-25 septembre 1912 un congrès international à Bâle. Les précédents congrès n'avaient pas trouvé de solution à la question de la guerre, toute tentative d'en discuter sérieusement étant soigneusement esquivée par les dirigeants sociaux-démocrates allemands, mais cette fois-ci, le congrès, qui se déroula dans une ambiance de kermesse, entendait montrer que la II^e Internationale était décidée à tout faire pour éviter la guerre. Les délégués des partis socialistes se succèdent pour prononcer une multiplicité de discours pour la



Caradeumsoboles, Pop Art Jean Jaurès.

paix ou contre la guerre. On prépara une motion sur «La situation internationale et l'entente pour une action contre la guerre». On déclara la «guerre à la guerre, paix sur la Terre...!». Une grande manifestation rassembla les délégués du congrès et une foule de personnes venues de toute la Suisse. On se dirigea vers la cathédrale où furent prononcés de nombreux discours. La presse suisse souligna le surcroît de grandeur et de dignité provenant du fait que la séance du dimanche après-midi eut lieu dans la cathédrale. Mais on ne décida rien ; on se limita à dire que «l'imposante manifestation de Bâle» allait contribuer «à faire réfléchir les gouvernements et à maintenir la paix menacée dans l'Europe occidentale».

La formulation de la résolution sur la guerre, rédigée par V. Adler (Autriche), Bebel (Allemagne), Jaurès (France), Keir-Hardie (Angleterre) et Plekhanoff (Russie), fut tellement vague qu'elle fut votée à l'unanimité ; elle ne prévoyait aucun moyen d'action particulier, aucune initiative, elle se contenta de laisser toutes les possibilités ouvertes : «Le Congrès demande aux partis socialistes de continuer vigoureusement leur action par tous les moyens qui leur paraîtront appropriés.» C'est donc avec de telles consignes que la II^e Internationale engage les huit millions de socialistes européens et la classe ouvrière internationale à s'opposer à la guerre. Là encore, ce qui semble importer est moins de transmettre des consignes claires que de donner l'illusion de l'unanimité. On s'imagine encore que les classes dominantes n'oseront pas s'engager dans une guerre de peur qu'elle ne débouche sur la révolution prolétarienne. On ne songe pas que lesdites classes dominantes sont d'autant moins

inquiètes de cette perspective que le mouvement socialiste se montre incapable de mettre en place les mesures permettant d'empêcher cette guerre – mesures que les syndicalistes révolutionnaires tentaient désespérément de discuter avec les socialistes allemands.

Pourtant, malgré la montée en force des réformistes en France, et alors que les dirigeants socialistes allemands ne voulaient pas entendre parler de grève générale, la Confédération générale du travail réussit à organiser le 16 décembre 1912 une grève générale de 24 heures contre la guerre, décidée lors d'un congrès extraordinaire tenu à Paris. L'aile réformiste de la CGT s'y était vigoureusement opposée, mais elle s'exprima devant une salle très hostile. Les responsables confédéraux – Jouhaux, Yvetot, Griffuelhes, Merrheim et Dumoulin – avaient compris qu'ils ne pouvaient pas négliger les craintes des plus modérés. Faire voter une grève générale de vingt-quatre heures était en soi une victoire, étant donné le contexte. La direction confédérale dut ensuite faire face à une répression féroce du pouvoir et au sabotage, par les réformistes dont l'influence grandissait, de toute initiative d'envergure. La grève fut un demi-succès, mais elle sauva l'honneur : il y eut 600 000 grévistes. Une terrible vague de répression s'ensuivit contre les militants syndicalistes, les Jeunesses syndicalistes et contre la Fédération communiste anarchiste, qui fut particulièrement touchée. Le procès contre les «menées anarchistes» fut totalement éclipsé par celui de la bande à Bonnot, qui se tenait en même temps. **R. B.**

À suivre dans le prochain numéro...

Une tempête féministe

Marie Joffrin

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

SILVIA FEDERICI est une universitaire américaine, enseignante et militante féministe radicale. Membre du Midnight Notes Collective, elle est professeure émérite à la Hofstra University de New York. Son œuvre aborde la philosophie et la théorie féministe, l'histoire des femmes. Suite à un long séjour au Nigeria dans les années 1980, elle se penche sur l'impact des politiques du FMI et de la Banque mondiale en Afrique. Paru aux États-Unis en 2004, *Caliban and the Witch. Women, the Body and Primitive Accumulation* est devenue un classique des études marxistes-féministes. Il en existe désormais une traduction française publiée aux éditions Autrement. Un entretien avec Silvia Federici à propos de son ouvrage a été réalisé en juin 2012 par Manel Ros pour le journal *En lucha*. On peut le retrouver sur le site *LaVoie du jaguar*¹.

Le titre *Caliban et la sorcière* est un clin d'œil à la pièce de Shakespeare *La Tempête*, à laquelle l'auteur fait régulièrement référence. Caliban, personnage monstrueux, esclave du mage Prospero, est le fils de la sorcière Sycorax. Son nom est une anagramme du mot « canibal ». Dans le cadre de la critique de la colonisation, Caliban a été désigné comme symbole de l'indigène opprimé. C'est le cas en particulier dans la pièce *Une Tempête* d'Aimé Césaire. Pourtant, Caliban est ici vu bien plus qu'un rebelle anticolonial. C'est un symbole du corps prolétaire comme lieu et instrument de résistance à la logique capitaliste. Caliban est donc le symbole des exploités et des opprimés, quand la sorcière est celui des femmes diabolisées, également opprimées et sacrifiées. Le personnage de la sorcière Sycorax, relégué à l'arrière-plan dans *La Tempête*, est ici au premier plan. La sorcière incarne les figures féminines en résistance que le capitalisme s'ingénie à détruire.

« Transition vers le capitalisme »

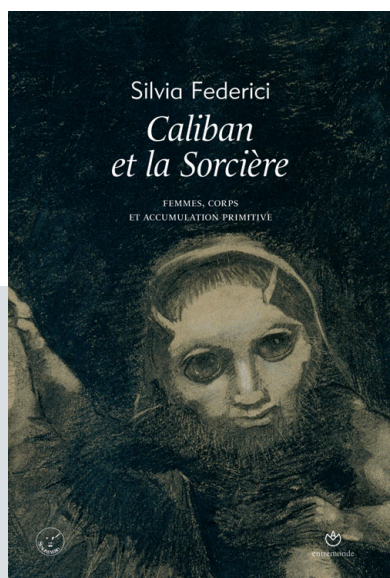
La période étudiée, chère aux marxistes, est souvent désignée par l'euphémisme « transition vers le capitalisme ». Le passage de la société féodale au capitalisme à l'issue du Moyen-Âge est revisité par l'auteur qui y introduit la perspective particulière de l'histoire des femmes, du corps et de l'accumulation primitive. Si le concept de l'« accumulation primitive » est celui que Marx emploie dans le livre I du *Capital* pour caractériser le processus historique sur lequel est fondé le développement des rapports capitalistes, on est loin avec *Caliban et la sorcière* de l'orthodoxie marxiste et de l'idée que le capitalisme marquerait l'apparition du travail salarié et donc du travailleur « libre ». Comme le souligne Silvia Federici, cette idée contribue à dissimuler et naturaliser la reproduction, indispensable à la

production de la force de travail que sont les travailleurs.

Il ne s'agit pas de combler les manques de l'idéologie marxiste qui occulte totalement la place des femmes et d'écrire l'histoire des femmes dans le capitalisme, mais au contraire d'entièrement repenser l'histoire du capitalisme en s'appuyant sur le point de vue des femmes et de la reproduction comme clef de compréhension indispensable. Seulement ainsi peut être comprise la longévité du capitalisme, reposant sur sa capacité à instaurer volontairement des inégalités, et qui ne saurait être associé à aucune forme de libération.

Caliban et la sorcière est donc bien plus qu'un livre sur les sorcières et sur la chasse aux sorcières. L'auteur cherche à démontrer que le patriarcat n'existe pas de toute éternité, mais qu'au contraire il a volontairement été refondé par le capitalisme pour permettre l'accumulation de richesse. Par ce moyen, le capitalisme divise les travailleurs en deux « camps », masculin et féminin, pour affaiblir toute résistance possible de la part des exploités et contenir les processus révolutionnaires. Il s'assure également la complicité des travailleurs hommes qui tirent profit de l'oppression et de l'exploitation des femmes : libre disposition du corps des femmes à des fins sexuelles, travaux domestiques invisibles et gratuits, sentiment de pouvoir qui leur fait oublier leur condition prolétaire...

Silvia Federici réalise avec ce livre un magistral travail d'historienne. La longue introduction du livre a été publiée dans son intégralité sur le site de la revue *Période*². Dans cette introduction, l'auteur pose sa thèse. Au fil des pages, elle prend le temps de poser un par un les éléments de son argumentation en s'appuyant sur de nombreux travaux d'historiens antérieurs. Pas de raccourcis ni d'approximations. Ainsi, le sujet tant attendu de la chasse aux sorcières, « point culminant de l'intervention de l'État contre le corps prolétaire de l'époque moderne », n'arrive pas avant le quatrième chapitre, page 289. Pour Silvia Federici, comprendre l'histoire des femmes dans la transition du féodalisme au capitalisme implique de réfléchir aux rapports d'exploitation et de domination résultant des bouleversements instaurés par le capitalisme : privatisation de biens autrefois collectifs, nouveaux rapports de travail, etc. Ce que le capitalisme introduit aux XVI^e et XVII^e siècles, il l'accompagne volontairement des transformations dans le procès de reproduction sociale et en particulier la reproduction de la force de travail : rapport entre production et reproduction, réorganisation du travail domestique, de la vie familiale, de la sexualité... Cette transition vers



Silvia Federici, *Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive*, traduit de l'anglais (États-Unis) par le collectif Senonevero et Julien Guazzini, Autrement, 464 pages, 24 euros.

le capitalisme est une transition vers un monde de discipline et de contrôle permanent.

Structure de l'ouvrage

L'ouvrage se divise en cinq grands chapitres : « Il faut à tout ce monde un grand coup de fouet », « Accumuler le travail et avilir les femmes », « Le Grand Caliban », « La chasse aux sorcières en Europe » et « Colonisation et christianisation ».

Le chapitre « Il faut à tout ce monde un grand coup de fouet » reconstruit les luttes du prolétariat européen dans son combat contre le système féodal puis contre l'avènement du capitalisme, ravivant le souvenir d'une longue tradition de résistance. Pour Silvia Federici, « il est crucial de sauvegarder cette mémoire historique pour trouver une alternative au capitalisme ». En effet, à leur apogée, les luttes sociales du Moyen-Âge revendiquent un ordre social égalitaire fondé sur le partage de la richesse et les refus de tout pouvoir autoritaire. C'est aussi l'époque de mouvements populaires de femmes participant à l'élaboration de modèles de vie communautaires alternatifs. Est étudiée la politisation du sexe au Moyen-Âge par l'Église et les choix sexuels non orthodoxes comme attitudes anti-autoritaires visant à arracher au clergé le contrôle sur le corps. La lutte contre ces modèles de vie alternatifs vus comme hérétiques est le fait de l'Église, mais progressivement surtout de l'État qui se développe avec l'instauration du capitalisme. La question du sexe permet à l'État de discipliner et diviser le prolétariat médiéval. En « encourageant » le prolétariat à se reproduire au travers de lois répressives, l'État devient le garant de la reproduction de la force de travail.

Le chapitre « Accumuler le travail et avilir les femmes » se concentre sur la critique de l'idée d'accumulation capitaliste de Marx. Cette accumulation n'est pas seulement une accumulation de travailleurs et de capital, mais aussi « une accumulation de différences et de divisions dans la classe ouvrière, au sein de laquelle les hiérarchies reposant sur le genre, tout comme la "race" et l'âge, devinrent partie prenante de la domination de classe et la formation du prolétariat moderne ». Est analysé la transformation du corps en machine outil par l'esclavage, la criminalisation de la classe ouvrière et la soumission des femmes, de leur travail et de leur corps à de fins reproductives. Les concepts de masculinité et la féminité sont redéfinis. Les femmes sont moquées, avilées, leur travail dévalorisé. Leurs capacités reproductrices transformées en « fait de nature » au lieu d'être une activité sociale traversées d'intérêts divers et de rapports de pouvoir. D'après l'auteur, « le corps a été pour les femmes, dans la société capitaliste, ce que l'usine a été pour le travailleur salarié : le terrain originel de leur exploitation et de leur résistance ».

« Le Grand Caliban » est sous-titré « La lutte contre le corps rebelle ». S'intéressant au projet de la philosophie nouvelle de la mécanisation du corps et de rationaliser la nature humaine, ce chapitre fait la part belle à Descartes et Hobbes. Le corps est dénaturé, discipliné. Le prolétariat vu comme oisif, improductif et violent, est encadré et mis au travail par l'État et le capita-



Kati Horna, *Femme et masques*, Mexico, 1963, tirage gelatino-argentique.

lisme avec l'appui de la rationalisation scientifique de l'univers.

« La chasse aux sorcières en Europe » se consacre à la diabolisation du pouvoir des femmes, notamment sur leur fertilité. La continuité entre la chasse aux sorcières et la législation introduite pour réguler la vie familiale, le genre et les rapports de propriété est très justement soulignée, de même que la rationalisation capitaliste de la sexualité. Ainsi, la chasse aux sorcières n'est pas un phénomène incontrôlable de superstition et de violence populaire. Bien au contraire, il s'agit d'une initiative d'État institutionnalisée visant à contrôler le corps social et à anéantir définitivement toute velléité de résistance de la part des femmes : « On peut ainsi imaginer quel effet put avoir sur les femmes les vues de voisines, d'amies, de femmes de leur famille, brûlées sur le bûcher. » L'épisode de la chasse aux sorcières est donc un moment-clé de l'histoire du prolétariat, fait totalement occulté jusque-là.

Le dernier chapitre, « Colonisation et christianisation », a la particularité de rapprocher la diabolisation et le contrôle des femmes par le capitalisme de l'introduction volontaire du racisme en Amérique afin d'y diviser et contrôler les populations. Ces outils de déshumanisation similaires ont permis de justifier la colonisation, l'extermination des Indiens et l'esclavage.

À travers cet ouvrage passionnant, Silvia Federici ne se contente pas d'ajouter des éléments à ce que l'on connaissait déjà, mais tente

en quelque sorte de redéfinir ce qu'est le capitalisme et se demande quelles sont les conditions de la longévité de la société capitaliste. La leçon politique à tirer de *Caliban et la sorcière* consiste en ce que le capitalisme, en tant que système économique et social, est nécessairement lié au racisme et au sexisme. Ainsi, au cœur du capitalisme, il n'y a pas seulement une relation entre salariat et esclavage, mais aussi entre accumulation et destruction de formes de vie. L'esclavage sous toutes ses formes ainsi que la volonté de soumettre les femmes ne sont pas fortuits mais une nécessité pour l'accumulation de richesses. Transformer les humains en salariés ou en esclaves, soumettre les femmes à l'autorité des hommes et les priver du contrôle de leur corps ne fut pas une entreprise facile pour le capitalisme et l'État, son bras armé. Au cours des siècles, les femmes ont payé le prix fort, à travers leur corps, leur travail, leur existence. Le capitalisme contemporain est l'héritier direct de son violent ancêtre et ce livre nous offre les moyens de comprendre l'origine des violences faites aux femmes et d'entamer un processus véritablement révolutionnaire. **M.J.**

1. lavoiedujaguar.net/Entretien-avec-Silvia-Federici-La
2. <http://revueperiode.net/il-faut-a-tout-ce-monde-un-grand-coup-de-fouet-mouvements-sociaux-et-crise-politique-dans-leurope-medievale/>

Fédération anarchiste de la Caraïbe

LES CARAÏBES ont été l'un des scénarios privilégiés où ce qu'on appelle la modernité d'appel, ce mélange explosif de capitalisme et d'étatisme, a montré ses visages les moins présentables au monde. Cette barbarie persistante et bien aménagée, entre les agents impériaux espagnols, anglais, français, néerlandais... a donné naissance après plusieurs siècles passés, à un monde d'insulaires isolés, attentifs aux signaux des anciennes et des nouvelles puissances coloniales, et castrés dans de nombreux cas, sans même avoir la capacité de se parler les uns aux autres sans les médiateurs tutélaires.

La seconde moitié du xx^e siècle a apporté dans la Caraïbe l'enthousiasme généré par la décolonisation et les « États souverains », qui en somme ont fonctionné en créant une nouvelle étape pour un isolement qui s'est estompé au cours des dernières années, apparemment en raison des alliances entre les États de la Caraïbe. Mais en tout cas, c'est l'union des gouvernants de service qui nous offrent ce qu'ils appellent « l'unité du peuple ». Ça n'a pas été, ce n'était pas, sauf en de rares et belles occasions, une alliance de fraternités concrètes, de personnes unies dans un travail idéal libérateur et antiautoritaire.

Les compagnons de Kiskeya libertaria de la région dominicaine et l'atelier libertaire Alfredo López de La Havane, ont décidé d'unir leurs efforts pour convoquer et organiser une Fédération anarchiste de la Caraïbe, afin de mettre en commun des propositions ici et maintenant pour une société fondée sur les principes que nous défendons d'autogestion, d'association volontaire et d'appui mutuel, et contraire à toutes les relations sociales fondées sur les hiérarchies, l'autoritarisme et la discrimination comme l'étatisme, le capitalisme, le classisme, le sexisme, le racisme, le colonialisme, l'urbanisme, l'industrialisme ou l'académisme et d'innombrables autres manifestations du pouvoir plus ou moins institutionnalisés.

Face à ce réseau de dominations nous opposons aussi notre réponse faite d'entraide, d'autogestion et de solidarité et avec un clair esprit anti-autoritaire et libertaire. Ce projet fédérateur ne fera pas par avance la promotion d'une forme particulière de l'anarchisme, parce que nous ne voyons dans aucun de ses courants l'anarchisme comme un dogme, mais comme un mouvement d'approche, d'apprentissage libre et désireux d'aller vers le monde que nous voulons sans oppression, sans exploitation, sans autorité sacrée, ni ordres paralysants.

À cet égard, cette Fédération travaillera pour la solidarité et l'autogestion et pour construire des projets de coopération entre les individus et les collectifs qui s'autodéfinissent de façon



cohérente comme « anarchistes », mais elle le fera aussi avec tous ceux qui sans prêcher une condition d'acrate, vivent et travaillent quotidiennement, à tous les niveaux de la société, en vertu de cet esprit fraternel libérateur et en actes, où il n'y a pas de pasteurs, ni de troupeaux, ni de dirigeants, ni de dirigés.

Définir les limites de la Caraïbe a été un problème ardu, si on tient compte des connaissances en matière de sciences sociales. Cependant, pour nous, ce n'est pas un problème, mais une possibilité. La Caraïbe n'est pas seulement formée par ses îles, ni par les territoires continentaux adjacents, la Caraïbe existe là où se trouvent ceux qui vivent leurs contradictions et leurs inégalités et qui en souffrent. Mais elle existe aussi là où sont les amis et les compagnons qui partagent leurs idées, leurs sentiments et leurs luttes.

Par conséquent, ceux qui animons cette Fédération anarchiste de la Caraïbe nous nous efforcerons de rechercher l'intégration avec les compagnons de la région centre américaine, où naquit en 2010 le premier élan fédérateur dont nous avons connaissance en Amérique centrale et dans la Caraïbe, à travers les compas du Collectif La Espiral et sa revue La Libertad, dans la ville de San José de Costa Rica.

D'eux, nous devons prendre soin d'entendre les indications. Pour atteindre un processus fédérateur au niveau régional « il est important d'abord de renforcer les processus de formation et de sensibilisation locaux et leurs incidences dans une pratique libertaire et avec un état d'esprit libertaire », mais comme eux-mêmes le soulignent, la fédération régionale peut être un « des moyens de dynamiser et de renforcer notre identité [...] en gardant toujours les pieds fermement ancrés dans la réalité » (« L'anarchisme en Amérique

centrale: une petite radiographie actuelle », La Libertad, n° 11-12 San José de Costa Rica, décembre 2010, p. 10). Quel sens l'anarchisme a-t-il dans notre région... ? Quelles sont ses possibilités... ? Quelles sont ses limites et ses difficultés... ? Voici quelques-unes des questions que nous ont laissées les compas centre-américains il y a quatre ans et elles pourraient être discutées par les processus des assemblées dans chaque localité, comme base de cet autre engagement de l'organisation régionale. Ce que nous rêvons n'est escorté par la splendeur d'aucune « possibilité objective », mais contrairement à d'autres, qui négocient des fragments défigurés de nos idéaux, en les mettant en hibernation pour de meilleurs moments, nous pouvons avancer au-delà ce que nous connaissons déjà. Avec de bonnes probabilités, nous imaginons nécessaires les efforts de toutes sortes qui pourront être transformés en affection et en confiance mutuelle, pour se convertir en des facteurs d'alliance plus fortes, d'où pourront grandir de manière plus sûre nos efforts fédéraux.

Pour cela, nous proposons la réalisation en mars 2015 dans le région dominicaine de la première rencontre constitutive de la FAC-C. [Amérique centrale] (nom provisoire) d'individus et de « délégués » des collectifs acrates de la région, qui soit le point de départ afin de confronter les points de vue et de coordonner les actions, les idées et les apports, à partir des axes thématiques qui émergeront dans les collectifs de chaque localité.

**Kiskeya libertaria (Dominique) et
Atelier libertaire Alfredo López (Cuba)**

Contact et information : cibaolibertario@gmail.com

RADIO LIBERTAIRE

Vendredi 26 septembre

14:30>16:00 **Les oreilles libres.** Emmanuelle Pellegrini vient nous présenter le festival Densités qui aura lieu du 24 au 26 octobre à Fresnes-en-Woëvre en Lorraine.

20:00>03:00 **Concert exceptionnel.** À l'occasion des 30 ans de l'association Emmetrop, Radio libertaire diffusera en direct de Bourges les concerts du vendredi 26 et du samedi 27 Septembre à partir de 20 heures jusqu'à pas d'heure.

Samedi 27 septembre

11:30>13:30 **Chronique syndicale.**

Dimanche 28 septembre

15:30>17:00 **La Plume noire.** Nos nouveautés éditoriales anarchistes

Lundi 29 septembre

16:00>18:00 **Trous noirs.** Reclusiennes : Paysannerie, terre et zapatisme (Guillaume Goutte) ; les luttes des sans terre (Silvia Perez Vitoria).

Mardi 30 septembre

18:00>19:30 **Pas de quartiers...** Pourquoi les femmes sont-elles plus petites que les hommes? Priscille Touraille, Véronique Kleiner réalisatrice d'un documentaire décoiffant sur le sujet, Guillaume Lecointre et des invités surprise s'efforceront de répondre à cette question.

La librairie du Monde libertaire

a besoin de vous !

QU'EST-CE QUE NOTRE LIBRAIRIE ?

Un espace militant accessible toute l'année. Des milliers de livres, et puis des revues, et des DVD, des CD. Des débats, des films, des expos, des concerts, des rencontres avec des auteurs, des activistes venus du monde entier. Un lieu unique de diffusion de la pensée libre, contestataire et anarchiste.

Ce porte-voix du mouvement d'émancipation, nous devons aujourd'hui le protéger. La crise, les frais qui augmentent, les poches vides des camarades... Bref, l'argent manque.

L'argent manque, et nous comptons sur vous pour nous aider à continuer notre travail, pour maintenir et développer ce lieu important. Important face à l'offensive du capital et de la banque contre les peuples. Important face à la montée du racisme et du nationalisme. Important face aux ensoutanés de tous les folklores qui pointent leur masque hideux.

COMMENT NOUS AIDER ?

Par voie postale, en nous adressant un chèque à l'ordre de « Publico » à notre adresse (145, rue Amelot, 75011 Paris).

En espèces ou CB directement à la librairie.

Sur notre site, librairie-publico.com, en achetant, autant de fois qu'il vous plaira, l'article « Participation supplémentaire au port ».

LIBRAIRIE

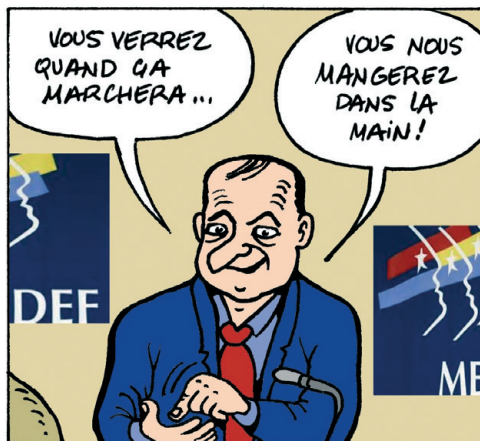
PUBLICO

145 RUE AMELOT, 75011 PARIS

Métro République, Oberkampf ou Filles du Calvaire

Du lundi au vendredi : 14h00 / 19h30 et le samedi : 10h00 / 19h30

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



AGENDA

Vendredi 26 septembre

Besançon (25)

20 h 30. Rencontre autour de l'actualité zapatiste au Chiapas. Organisée par le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste. Librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Dimanche 28 septembre

Cluny (71)

9 heures-19 heures. Salles des Griottons. Salon du livre libertaire. Au programme: film et débat sur les antifascistes espagnols, apéro concert avec Michel Chevalier, suivi par un après-midi débat sur le Chiapas, le mouvement punk et l'anarchie, la décroissance et l'écologie... Organisé par le groupe libertaire 71 et la Vache noire (Fédération anarchiste).

Merlieux (02)

Rencontre autour des 20 ans de la révolution zapatiste (Chiapas, Mexique) avec Guillaume Goutte, auteur de *Tout pour tous !* aux éditions Libertalia. 8, rue de Fouquerolles. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite.

Vendredi 3 octobre

Paris XI^e

19h30. L'émission Blues en liberté de Radio libertaire (chaque mercredi à 10h30) remettra le couvert à Publico pour les soirées blues. Il s'agit de *Gunsmoke Blues* tourné par l'équipe télé d'un feuilleton américain. En pause, ils saisissent l'opportunité du passage d'une tournée de blues. À l'affiche: Big Mama Thornton, Big Joe Turner, Muddy Waters et l'harmoniciste Georges Smith. Filmés sur scène comme dans des interviews à brûle pourpoint, ils sont au meilleur de leur forme! Entrée libre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Mardi 7 octobre

Nîmes (30)

17 heures. Jean-Pierre Levaray (*Putain d'usine, Tue ton patron...*) signera ses livres à la librairie Diderot (2, rue E.-Jamais) et animera une rencontre publique à 19h30 au centre Néruda (1, place Hubert - ouger).

Du 9 au 12 octobre

Blois

La librairie du Monde libertaire sera présente au Rendez-vous de l'histoire à Blois.

Du 22 au 23 novembre

Lyon (69)

Quatrième Salon des éditions libertaires, organisé par le Centre de documentation libertaire, la librairie libertaire La Gryffe et les Amis de La Gryffe. salonzedlib@lagryffe.net

L'École de La Rue

Cycle littérature et politique : petit choix anarchiste

**Samedi 20 septembre
16 heures.**

**« Et pourtant ils écrivent »: les écrivains
anarchistes à la fin du XIXe siècle en
France.**

Conférence par Caroline Granier.

**Samedi 4 octobre
16 heures.**

**Les ruines de Louise Michel ? Œuvre, projet
littéraire, plan d'écriture.**
Conférence par Claude Réat.

**Samedi 18 octobre
16 heures.**

Littérature et science-fiction.
Conférence par Bertille Samie.

**À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-
Planquette, Paris (XVIII^e)**

Organisée par le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste.
Programme sur le site www.groupe-louise-michel.org



RENTREE LIBERTAIRE

du 18 au 30 Septembre

2014

Jeudi 18

Concert : René Binamé
punk of legend from belgium
Bar Ze Muzic'All, rue rivotte
19h - prix libre

Samedi 20

Pot de rentrée de la FA
Librairie l'Autodidacte 17h

Mardi 23

Soirée BAKOUNINE
proposée par la FA
Librairie l'Autodidacte 20h30

Mercredi 24

"Notre Dame des Luttés"
Projection organisée par la CNT
Librairie l'Autodidacte 20h30

Jeudi 25

"Ne vivons plus comme
des esclaves" Projection
organisée par le Resto-Trottoir
Librairie l'Autodidacte 19h

Vendredi 26

Actualité du Chiapas
débat proposé par la FA
Librairie l'Autodidacte 20h30

Dimanche 28

Repas gratuit végétalien
organisé par le Resto-Trottoir
Place Marulaz 12h30

Mardi 30

"Quand Sisyphe se révolte"
film sur Albert Camus
projection et débat avec
le réalisateur Abraham ségal
organisé par la FA
Cinéma Victor Hugo 20h30 - 5€



Fédération Anarchiste
Gr. Proudhon



CNT 25



Collectif Food not Bomb

Librairie L'Autodidacte : 5 rue Marulaz - Besançon